

# TABLE DES MATIÈRES : NAIROBI

<b>Kyoto : Conférence de Nairobi – Novembre 2006.....</b>	<b>3</b>
LE DEVOIR : Nairobi : Ottawa muselle le Québec - N'ayant pas obtenu 45 secondes de temps de parole, Béchard brave Ambrose - Édition du vendredi 10 novembre 2006.....	3
LE DEVOIR : Kyoto: l'opposition demande au gouvernement Harper de faire marche arrière - Édition du vendredi 10 novembre 2006.....	3
LA PRESSE : Rona Ambrose poussée à changer de cap : À Nairobi, Duceppe et Graham l'exhortent à revoir sa politique environnementale - Vendredi 10 novembre 2006.....	4
LA PRESSE : Réchauffement : mesures d'urgence pour protéger les océans - Vendredi 10 novembre 2006.....	4
LE SOLEIL : Convention sur l'avenir de Kyoto à Nairobi : Les partis d'opposition veulent aussi se faire entendre - Vendredi 10 novembre 2006.....	5
LE SOLEIL : Convention sur l'avenir de Kyoto à Nairobi : Québec sans droit de parole - Vendredi 10 novembre 2006.....	7
JOURNAL DE MONTRÉAL : Nairobi   Environnement : Les océans son à protéger d'urgence - Vendredi 10 novembre 2006.....	7
24 HEURES : Nairobi - Vendredi 10 novembre 2006.....	7
MÉTRO : Pas d'entente sur les changements climatiques : le Québec et le Canada sur deux planètes éloignées - Vendredi 10 novembre 2006.....	8
THE GAZETTE : Quebec minister won't be silent at Kyoto conference - Canada will speak with one voice, Ambrose - Friday, November 10, 2006.....	8
THE GLOBE AND MAIL: Comment: Talking the Earth's temperature: Both the planet and the debate are getting hotter, says author Margaret Atwood. We're running out of time for politicians to act - Friday, November 10, 2006.....	9
THE GLOBE AND MAIL: Comment: The U.S. is set to move on climate change - what about us?, by Jeffrey Simpson - Friday, November 10, 2006.....	9
CYBERPRESSE : CHANGEMENTS CLIMATIQUES : Claude Béchard part pour Nairobi en désaccord avec Ottawa - Le jeudi 09 novembre 2006.....	10
LE DEVOIR : Conférence de Nairobi - Un plan pour planter un milliard d'arbres chaque année - Édition du jeudi 09 novembre 2006.....	10
MÉTRO : Tribune : Environnement : Après Montréal, bienvenue à Nairobi, par Steven Guilbeault, Directeur, Greenpeace Québec - Jeudi 09 novembre 2006.....	11
THE GAZETTE : « Billion tree challenge” made to help combat warming - !Anibody can dig a hole” - Tree-burning releases tonnes of gases - Thursday, November 09, 2006.....	12
LE DEVOIR : Béchard est prêt à laisser Ottawa parler pour le Québec - Édition du mercredi 08 novembre 2006.....	12
LE DEVOIR : L'Union européenne évoque une limite absolue au réchauffement du climat - Édition du mercredi 08 novembre 2006.....	12
LE SOLEIL : Béchard veut une voix pour le Québec à Nairobi - Mercredi 08 novembre 2006.....	13
JOURNAL DE MONTRÉAL : Réchauffement : l'humanité doit prévoir une adaptation / Climat : Les Africains sont les plus vulnérables - Mercredi 08 novembre 2006.....	14
MÉTRO : Québec espère parler pour lui à Nairobi - Mercredi 08 novembre 2006.....	15
24 HEURES : Béchard veut voir le Québec parler de sa propre voix à Nairobi - Mercredi 08 novembre 2006.....	16
THE GAZETTE : Cartoon : World fish stocks - Wednesday, November 08 2006.....	16
THE GAZETTE : Editorial : Environmentalists choke on hair - Wednesday, November 08, 2006.....	17
THE GAZETTE : Warming threatens heritage sites, UN Conference told - Ancient cities flooded, rising seas harm wetland - Wednesday, November 08, 2006.....	17
THE GLOBE AND MAIL: Editorial: Hairy patter - Wednesday, November 08, 2006.....	18
RADIO-CANADA / INTERNATIONAL: Changements climatiques : Patrimoine en péril - Mise à jour le mardi 7 novembre 2006 à 19 h.....	21
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Changements climatiques : Une dissidence feutrée - Mise à jour le mardi 7 novembre 2006 à 16 h.....	46
LE DEVOIR : 1ère page : Les changements climatiques affecteront gravement les Africains - Édition du mardi 07 novembre 2006.....	19
JOURNAL DE MONTRÉAL : Réchauffement : Consensus en faveur d'une action urgente - Les Etats-Unis ne changeront rien sous la présidence de George W. Bush - Mardi 07 novembre 2006.....	20
JOURNAL DE MONTRÉAL : Réchauffement climatique : Rupert Murdoch plaide pour une action mondiale - Mardi 07 novembre 2006.....	21
THE GAZETTE: Attack on environment minister's hair called sexist, gratuitous - Ambrose ridiculed at global warming talks - Tuesday, November 07, 2006.....	21
THE GLOBE AND MAIL : Can balmy Churchill live with new climate? : Global warming threatens polar bears, but could also be a boon to struggling port - Tuesday, November 07, 2006.....	21
RADIO-CANADA / INTERNATIONAL : Changements climatiques : L'Afrique au menu - Mise à jour le lundi 6 novembre 2006 à 10 h.....	42
AFP (Via LEMONDE.FR) : Kyoto: la position américaine ne changera pas pendant la présidence Bush - Lundi 06 novembre 2006, à 14h15 (Heure de Paris).....	23
LE MONDE : 1ère page : 170 Etats rassemblés au Kenya pour la conférence de l'ONU sur le climat - Édition du mardi 07 novembre 2006.....	23
LE MONDE : Références - Édition du mardi 07 novembre 2006.....	23
LE MONDE.FR : La conférence sur le climat s'ouvre en Afrique, continent "extrêmement vulnérable" - • Mis à jour avec AFP le lundi 06 novembre 2006 à 07h16, et à 10h32.....	23
LE MONDE : Une conférence internationale pour imaginer l'après-Kyoto - Édition du mardi 07 novembre 2006.....	24
LE MONDE : es zones arctiques sont menacées à cause de leurs richesses pétrolières et gazières - Édition du 07 novembre 2006.....	24
LE MONDE : TRANSPORTS GAZ À EFFET DE SERRE : Le covoiturage, une solution pour réduire les émissions de CO2 - Édition du mardi 07 novembre 2006.....	25
NOUVELOBS.COM : NAIROBI : Climat : des mesures d'urgence s'imposent - Lundi 06 novembre 2006, à 18:32 (Paris).....	26



<a href="#">NOUVELOBS.COM : LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE : "On n'y échappera pas", par Luc Abbadie, Directeur de recherche au CNRS - Lundi 06.novembre 2006, à 18:13 (Paris).....</a>	<a href="#">26</a>
<a href="#">LE SOLEIL : Conférence de Nairobi: Urgence et ballet diplomatique - Lundi 06 novembre 2006.....</a>	<a href="#">27</a>
<a href="#">LA PRESSE : La conférence de Nairobi s'annonce riche en débats : DÉJÀ, LA POSITION CANADIENNE INQUIËT - Le lundi 06 novembre 2006.....</a>	<a href="#">27</a>
<a href="#">RADIO-CANADA / POLITIQUE : Conférence de l'ONU sur le climat : Claude Bécharde va s'expliquer à Ottawa - Mise à jour le dimanche 5 novembre 2006 à 20 h 04.....</a>	<a href="#">28</a>
<a href="#">RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Changements climatiques : Un appel mondial à l'action - Mise à jour le samedi 4 novembre 2006 à 14 h 16.....</a>	<a href="#">28</a>
<a href="#">RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Changements climatiques : Manifestation en faveur du protocole de Kyoto - Mise à jour le dimanche 5 novembre 2006 à 9 h 45.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">LE DEVOIR : Conférence sur les changements climatiques : Bécharde ira finalement à Nairobi - Mais le gouvernement refuse de soumettre la motion de ratification de Kyoto au vote - Édition du vendredi 03 novembre 2006.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">LA PRESSE : CONFÉRENCE DE NAIROBI : Harper met fin aux débats - Le vendredi 03 novembre 2006.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">LE SOLEIL : Des voix dissidentes à Nairobi : Le Québec y contestera Ottawa au sujet de Kyoto -Vendredi 03 novembre 2006.....</a>	<a href="#">30</a>
<a href="#">JOURNAL DE MONTRÉAL : Politique, par Sheila Coops : Kyoto et Ignatieff - Vendredi 03 novembre 2006.....</a>	<a href="#">30</a>
<a href="#">LE DEVOIR : 1ère page : Forcée d'investir ailleurs parce que Ottawa n'applique pas Kyoto - Édition du Jeudi 02 novembre 2006..</a>	<a href="#">31</a>
<a href="#">LA PRESSE : 1ère page : CONFÉRENCE DE NAIROBI SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : Harper exigera la révision du protocole de Kyoto - Le jeudi 02 novembre 2006.....</a>	<a href="#">33</a>
<a href="#">LE DEVOIR : À Nairobi : Kyoto : Québec prêt à contredire Ottawa - Édition du mercredi 1er novembre 2006.....</a>	<a href="#">34</a>
<a href="#">CVYBERPRESSE : MARCHÉ DU CARBONE : Le gouvernement Harper fait perdre des milliards aux compagnies - Le mercredi 01 novembre 2006.....</a>	<a href="#">34</a>
<a href="#">LE SOLEIL : Protocole de Kyoto : Québec ira contester Ottawa à Nairobi - Mercredi 1er novembre 2006.....</a>	<a href="#">35</a>
<a href="#">THE GAZETTE: Quebec minister heading for Kyoto meeting - Wednesday, November 01, 2006.....</a>	<a href="#">35</a>
<a href="#">THE GLOBE AND MAIL: THE GREEN PLAN : Environmentalists threaten to launch legal challenge - Wednesday, November 01, 2006.....</a>	<a href="#">36</a>
<a href="#">CYBERPRESSE : PROTOCOLE DE KYOTO : Le Canada serait passible de sanctions en vertu du droit international - Le mardi 31 octobre 2006.....</a>	<a href="#">36</a>
<a href="#">CYBERPRESSE : Kyoto: Québec maintient la pression sur Ottawa - Le mardi 31 octobre 2006.....</a>	<a href="#">37</a>

# **Kyoto : Conférence de Nairobi – Novembre 2006**

## **LE DEVOIR : Nairobi : Ottawa muselle le Québec - N'ayant pas obtenu 45 secondes de temps de parole, Béchard brave Ambrose - Édition du vendredi 10 novembre 2006**

[Antoine Robitaille](#)

Québec -- Ottawa refuse que le Québec prenne la parole à la douzième conférence de l'ONU sur les changements climatiques, à Nairobi, au Kenya. La ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, l'a confirmé hier, ajoutant toutefois qu'elle s'était entendue avec son homologue lundi pour que «le Canada parle d'une seule voix» à Nairobi. Le Québec est donc relégué à la diplomatie parallèle et aux corridors.

Déçu, le ministre québécois de l'Environnement, Claude Béchard, a reconnu hier qu'il n'avait pas réussi à obtenir de Mme Ambrose le temps de parole de 45 secondes qu'il avait réclamé (sur les trois minutes accordées au Canada lors des plénières). «Il ne semble pas y avoir, à ce moment-ci, beaucoup d'ouverture», a-t-il euphémisé, continuant à espérer que le contentieux se règle une fois là-bas: «On ne lâchera pas le morceau», a répété M. Béchard plusieurs fois. Le ministre québécois, qui s'envole pour l'Afrique samedi, a concédé que cette fin de non-recevoir n'est pas un exemple de fédéralisme d'ouverture, mais il a nuancé ses propos en disant que «tout modèle est à perfectionner». Mercredi, le premier ministre Jean Charest avait évoqué plusieurs précédents qui fondaient la prétention du Québec à un droit de parole. «Il semble effectivement que les précédents [...] ne seront pas pris en compte par le gouvernement fédéral actuel, ce qui est dommage», a noté M. Béchard hier.

Par ailleurs, le cabinet du ministre Béchard a nié qu'il y ait eu «entente» entre les deux ministres dès lundi pour présenter une position commune. «On s'était entendus sur une chose: qu'on recevrait la position canadienne. On ne l'a pas reçue, donc on parlera de notre propre voix», a déclaré hier l'attaché de presse de M. Béchard, Pascal D'Astous.

En entrevue à Radio-Canada hier, Mme Ambrose a toutefois affirmé qu'elle reconnaîtrait «publiquement la volonté» du Québec d'atteindre les cibles de Kyoto. Mais elle le fera en reconnaissant aussi «les efforts de toutes les provinces et des villes» pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Exclu des grands forums, M. Béchard se console en soulignant qu'il pourra prendre la parole à plusieurs autres endroits que la plénière, la semaine prochaine. À ses dires, l'événement, d'envergure planétaire, permettra au Québec d'avoir accès à «beaucoup, beaucoup de tribunes» et de corridors. «On va avoir autant de visibilité, sinon plus [...]. Parfois, on se fait plus entendre à

l'extérieur de la salle qu'à l'intérieur», a-t-il soutenu. Dans le programme remis hier par M. D'Astous, on découvre que M. Béchard inaugurera deux activités parallèles à la conférence. Lundi, il présentera l'allocation d'ouverture du Climate Group, un groupe d'États fédérés et d'entreprises, et mercredi, celle d'un colloque du Centre de droit international sur le développement durable.

En fait, le Québec, à ses dires, sera tellement présent que la ministre fédérale finira par regretter d'avoir refusé de lui donner ne serait-ce qu'une petite place à la tribune: «Je n'aurai pas du ruban gommé sur la bouche, je peux vous en donner l'assurance. [...] Et je crois qu'à la fin de la semaine, Mme Ambrose dira que c'était une erreur de ne pas nous donner l'occasion de parler.» Mais en définitive, tout cela aura des conséquences heureuses. Car après cette difficile expérience (pour Ottawa), «dans les prochaines étapes, ou dans les prochaines semaines, ou dans d'autres dossiers, le gouvernement fédéral va préférer nous ouvrir les portes tout de suite plutôt que de nous entendre dans les corridors pendant cinq jours». M. Béchard estime qu'en tant que ministre d'un État, même non souverain, qui reconnaît Kyoto, il aura une position préférable à celle de son homologue puisque celle-ci n'a pas une «position claire». Elle n'a d'ailleurs pas fait parvenir le texte de son allocution à Québec hier, comme elle l'avait promis. «J'ai l'impression que je vais passer une meilleure semaine au Kenya que Mme Ambrose! [...] Moi, je ne me contredis pas.»

M. Béchard croit que la présence du Québec, qui s'est donné un plan de lutte contre les changements climatiques et une politique énergétique qui sont en phase avec Kyoto, a un effet sur le gouvernement Harper: celui-ci serait «nerveux» à l'idée qu'une province le contredise et prouve qu'elle est en mesure d'atteindre les objectifs du protocole. S'il avait été à la place du fédéral, M. Béchard soutient qu'il aurait préféré que le Québec «vienne dire ça sur [son] temps de parole [plutôt] que de devoir subir Béchard dans les corridors pendant cinq jours», a déclaré le ministre avec sa façon habituelle.

Le critique du Parti québécois en matière d'environnement, Stéphane Bergeron, n'est pas impressionné par les «bravades» de son vis-à-vis. Selon lui, M. Béchard a su dès lundi de la bouche même de la ministre Ambrose que le fédéral rejetait toute prise de parole du Québec lors de la plénière. Mais il a «joué la comédie» devant les médias, prétendant qu'il continuait de négocier et «ne lâchait pas le morceau».

## **LE DEVOIR : Kyoto: l'opposition demande au gouvernement Harper de faire marche arrière - Édition du vendredi 10 novembre 2006**

PC

Ottawa -- Les partis d'opposition à Ottawa ont tenté de convaincre le gouvernement conservateur de changer de position en ce qui a trait au respect du protocole de Kyoto.

Les chefs du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et du Parti libéral du Canada, Bill Graham, ont invité le premier ministre Stephen Harper à mettre la partisanerie politique de côté et à modifier son point de vue.

Assis à la même table le temps d'une conférence de presse conjointe, MM. Duceppe et Graham ont tendu une perche à leur vis-à-vis conservateur afin que le Canada adopte une politique pro-Kyoto lors de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques. La demande trouve aussi un écho chez les néo-démocrates, qui ont préféré faire bande à part plutôt que de partager le même lutrin que les libéraux.

Selon les partis d'opposition, le gouvernement minoritaire conservateur doit cesser de renier le protocole de Kyoto et «montrer l'exemple en s'engageant formellement à honorer l'objectif» de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

M. Duceppe admet que c'est demander au premier ministre Harper et à son gouvernement de «remonter une côte très abrupte», mais il estime qu'il est de son devoir de le faire.

«M. Harper a changé d'avis sur d'autres questions, qu'il le fasse [sur celle-ci], a indiqué le chef du Bloc. C'est sa responsabilité, il en va plus que de l'intérêt partisan de chacun des partis, il en va plus que des clientèles de chacun des partis, il en va plus que de l'intérêt des pétroliers.»

Le chef libéral a rappelé que la position du gouvernement minoritaire ne reflète pas celle de la majorité aux Communes, ni celle de la majorité de la population.



«Les Canadiens veulent que notre gouvernement agisse en leader, en leader mondial sur cette question», a argué M. Graham. L'appel des partis d'opposition n'a pas fait fléchir la ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, qui continue de

maintenir que le plan des conservateurs est adéquat. «Le plan du Bloc n'existe pas et celui des libéraux ne fonctionne pas», a répliqué Mme Ambrose.

## LA PRESSE : Rona Ambrose poussée à changer de cap : À Nairobi, Duceppe et Graham l'exhortent à revoir sa politique environnementale – Vendredi 10 novembre 2006

Gilles Toupin, Ottawa

Le Bloc québécois et le Parti libéral du Canada ont offert hier le spectacle étonnant d'une rare alliance afin de presser conjointement le gouvernement de Stephen Harper de rectifier son tir sur les changements climatiques à la conférence de Nairobi.

Accusant Stephen Harper de se tourner les pouces sur la question des changements climatiques, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et le chef par intérim du Parti libéral, Bill Graham, ont en effet exhorté la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, à changer de politique environnementale à Nairobi et à s'engager résolument à respecter la phase I du protocole de Kyoto.

« Il y a un an maintenant, Montréal était l'hôte de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques. Aujourd'hui, le gouvernement se prépare à aller à Nairobi avec une politique qui nous fait reculer par rapport à Montréal. C'est inacceptable et c'est pourquoi nous sommes ici ensemble », a déclaré hier Bill Graham lors d'une conférence de presse commune avec Gilles Duceppe.

Malgré cet appel, Mme Ambrose, qui se rend samedi avec plusieurs jours de retard à la conférence des Nations unies sur les changements climatiques à Nairobi (du 6 au 17 novembre), a répété hier aux Communes que les cibles de la phase I de Kyoto établies par le précédent gouvernement libéral étaient « inaccessibles ». Ottawa s'était engagé à réduire d'ici 2012 les émissions de gaz à effet de serre de 6% en deçà du niveau de 1990. Au lieu de cela, ces émissions ont augmenté de 32% sous le règne libéral.

Pour les libéraux et les bloquistes, le gouvernement Harper doit respecter les engagements pris par le Canada à Kyoto. « Sans cela, a déclaré Gilles Duceppe, le gouvernement n'aura aucune crédibilité pour négocier les objectifs de la phase II de Kyoto. Comment pourrions convaincre l'Inde et la Chine de s'engager à des réductions significatives si le Canada ne respecte pas lui-même ses engagements de la phase I.»

Bill Graham et Gilles Duceppe ont également exhorté la ministre Ambrose à atteindre trois autres objectifs précis à Nairobi. Ils demandent que la phase d'examen prévue à l'article 9 du protocole de Kyoto pour améliorer ce dernier ne dure pas plus d'une année. Il y a urgence à limiter dans le temps cette analyse, estiment MM. Graham et Duceppe, puisque tout retard dans l'application de Kyoto aura des conséquences environnementales et économiques importantes pour l'ensemble de la planète.

Ensuite, les deux formations politiques demandent aussi que le gouvernement fédéral rétablisse l'investissement promis en 2005 de 1,5 million destiné au Mécanisme pour un développement propre (MDP), une entité chargée de superviser et d'approuver les projets permettant aux pays industrialisés d'obtenir des crédits en investissant dans des projets de réduction des GES dans des pays en développement.

Enfin, ils prient la ministre Ambrose, sur la base du Consensus de la Conférence de Montréal de 2005, d'adopter des objectifs de réduction « contraignants et plus exigeants pour la seconde phase du protocole».

« Il est important, a commenté Gilles Duceppe, que la ministre de l'Environnement reparte de Nairobi avec des plans de travail qui reposent sur des échéanciers précis et des plans de réduction des GES pour l'après 2012. « Le Bloc et le PLC veulent que les pays commencent déjà à parler de chiffres à Nairobi en ce qui concerne la deuxième phase de Kyoto. Ils ont souligné que l'Union européenne n'avait pas traîné les pieds en annonçant déjà qu'elle envisageait des cibles de réduction variant entre -15% et -30% par rapport à 1990 d'ici 2020.

### Divergences entre Québec et Ottawa

Le Québec et le Canada se présentent ensemble à la Conférence de Nairobi avec de sérieuses divergences

Incapable de s'entendre avec le gouvernement fédéral, le ministre québécois du Développement durable Claude Béchard a l'intention de défendre le point de vue du Québec à la Conférence.

«C'est dommage mais on ne lâchera pas le morceau. Ce n'est pas vrai que le Canada va parler d'une seule voix si cette voix ne représente pas le Québec. Il va falloir qu'ils comprennent cela», a déclaré hier le ministre Béchard, quelques heures avant de s'envoler pour la capitale du Kenya.

Le Québec a l'intention de faire connaître «haut et fort» son Plan vert destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre. «On va parler de notre plan. Si le gouvernement fédéral parle au nom du Canada, le gouvernement du Québec va parler au nom du Québec», a poursuivi M. Béchard.

Comme les deux gouvernements ne s'entendent pas, Québec a insisté pour pouvoir prendre officiellement la parole à ce forum international, mais Ottawa a rejeté la demande, estimant que le Canada «ne doit parler que d'une seule voix».

C'est donc dans les corridors et ailleurs qu'au lutrin principal que M. Béchard devra faire connaître ses points de vue.

## LA PRESSE : Réchauffement : mesures d'urgence pour protéger les océans – Vendredi 10 novembre 2006

### RÉCHAUFFEMENT Mesures d'urgence pour protéger les océans

AGENCE FRANCE-PRESSE

**NAIROBI** — Des mesures de protection drastiques doivent être prises pour limiter le réchauffement des océans, l'élévation du niveau des mers et les menaces pesant sur les écosystèmes marins, selon le rapport d'un institut de recherche allemand sur le changement climatique présenté hier.

« Les eaux à la surface des océans se réchauffent, le niveau des mers s'élève encore plus rapidement, les océans deviennent de plus en plus acides et les écosystèmes marins sont menacés », prévient le dernier rapport du Conseil consultatif allemand sur le changement climatique (WBGU) présenté à la 12<sup>e</sup> conférence internationale sur le climat à Nairobi.

« Les activités humaines provoquent des changements au sein des océans qui, sans précédents comparés aux derniers milléniums d'années », relève le rapport intitulé « L'avenir des océans : ça se réchauffe, ça s'élève et ça tourne à l'aigreur. »

Stefan Rahmstorf, professeur de physique des océans au WBGU et coauteur du rapport, a énuméré hier les mesures « absolument » nécessaires pour contenir ces conséquences néfastes, notamment limiter le réchauffement global de la Terre à +2°C (par rapport au niveau pré-industriel) et à +0,2°C par décennie, et limiter à 1 mètre sur le long terme et à pas plus de 5 cm par décennie l'élévation du niveau des océans.

L'acidification des océans, due aux concentrations élevées de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'air, doit absolument être limitée à pH 2.

Considérant que les « écosystèmes marins réagissent de façon beaucoup plus sensible et rapide que les écosystèmes terrestres aux changements climatiques », M. Rahmstorf a préconisé que de 20 à 30 % des écosystèmes marins soient déclarés zones protégées.

# Les partis d'opposition veulent aussi se faire entendre

**Raymond Giroux**  
rgiroux@lesoleil.com

OTTAWA — À la guerre comme à la guerre, les partis d'opposition n'ont pas l'intention de se taire à Nairobi, ont prévenu Gilles Duceppe et Bill Graham. « Il est de notre devoir de prendre position », a lancé le chef libériste, hier.

« Nos porte-parole vont l'exprimer aux autres pays, aux journalistes des autres pays, a-t-il dit. On ne se taira pas pour se ranger derrière le gouvernement fédéral, pour faire semblant que l'ensemble du Canada ou le Québec sont d'accord avec la position de la ministre » Fiona Ambrose.

Cette sortie a laissé M<sup>me</sup> Ambrose de glace puisque « le plan du Bloc n'existe pas, le plan des libéraux ne fonctionne pas », a-t-elle dit en point de presse. De toute manière, a ajouté la ministre de l'Environnement, « le Canada parle avec une voix à Nairobi ».

Tous pour Kyoto, disent en effet les partis d'opposition, mais pas sur la même scène, ont-ils démontré hier en se présentant en rangs dispersés pour inviter Stephen Harper à défendre le Protocole sur les changements climatiques à la conférence de Nairobi.

« Que le premier ministre sorte de son carcan idéologique et reconnaisse l'évidence, a lancé hier le chef libéral Bill Graham en conférence de presse. Tous les gens intelligents, tôt ou tard », ajoutent leurs torts.

Les conservateurs, dit M. Graham, « se tournent les pouces et sont idéologiquement opposés à faire quoi que ce soit pour contrer » ce phénomène.



Le bloquiste Gilles Duceppe et le libéral Bill Graham n'ont pas l'intention de se taire à Nairobi. — PHOTO FC

Si M<sup>me</sup> Duceppe et Graham ont momentanément enterré la bache de guerre, ce que libéraux et bloquistes n'ont pas fait souvent, Jack Layton, toujours sous le coup de la colère pour leur refus d'appuyer son projet de loi privé sur le sujet, a décidé de boudier la fête.

## ACTION

Ce dernier a refusé l'invitation de ses deux homologues même si pour M. Graham, « c'est clair que la position du NPD est la même que la nôtre ».

À trois chefs, a-t-il ajouté en considérant l'absence de M. Layton, de ce front commun comme « regrettable », « le message aurait été plus complet ». Mais ce dernier, a-t-il ajouté M. Duceppe, « ne voulait pas être à la même table que les libéraux ».

M. Layton n'a pas apprécié que son projet de loi se retrouve au 21<sup>e</sup> rang des priorités parmi les projets privés et renvoyé d'office en comité parlementaire, d'où il ne sortira jamais. Le NPD a décidé par la suite de faire cavalier seul dans ce dossier.

Les escarmouches d'hier témoignent d'un intérêt accru de la population pour les questions d'environnement, comme le révèle un sondage réalisé par Environic pour le compte de la CBC.

Le sujet apparaît maintenant au deuxième rang des préoccupations, tout juste derrière la santé et dans ce contexte, 71 % des 2000 sondés estiment que le gouvernement actuel ne se montre pas assez dur sur la question.

CONVENTION SUR L'AVENIR DE KYOTO À NAIROBI

# Québec sans droit de parole

Simon Boivin  
sboivin@lesoleil.com

**Claude Bécharde devra se contenter de la diplomatie de corridor à Nairobi. Ottawa veut parler « d'une seule voix » à la convention de l'ONU sur l'avenir du Protocole de Kyoto.**

Les espoirs du ministre du Développement durable du Québec sont restés vains. Son homologue fédéral Rona Ambrose n'entend pas faire écho à la position québécoise lors de la réunion internationale. Chose que M. Bécharde compte lui faire regretter en faisant « entendre notre voix, haut et fort » sur tout ce qu'il trouvera comme tribune.

« À leur place, j'aurais préféré laisser un peu de mon temps de parole au Québec plutôt que d'entendre Bécharde dans le corridor pendant cinq jours », a-t-il déclaré. (...) J'ai l'impression que je vais passer une meilleure semaine au Kenya que M<sup>me</sup> Ambrose. »

La ministre fédérale de l'Environnement dit être attachée au Protocole de Kyoto, mais avoir l'honnêteté de reconnaître que les objectifs sont inatteignables.

Un peu plus tôt, cette semaine, Claude Bécharde a semblé croire que M<sup>me</sup> Ambrose accepterait de partager ses minutes pendant l'audience principale. Pourtant, elle a indiqué, hier, s'être entendue avec lui pour que le Canada parle d'une seule voix.

« Ça les rend nerveux de savoir que pendant qu'ils vont dire que

les objectifs sont difficiles à atteindre, quelqu'un va dire que c'est possible », a observé M. Bécharde. Il refuse néanmoins de voir dans la rebuffade un échec pour les relations internationales du Québec.

Le ministre croit qu'il obtiendra « autant de visibilité, sinon plus » en faisant la tournée des événements parallèles à la conférence.

Du côté de l'opposition, le critique en matière de Développement durable, Stéphane Bergeron, estime que M. Bécharde n'obtiendra pas les résultats escomptés à « hanter les corridors ». Il soutient que le ministre savait qu'Ottawa fermerait la porte et qu'il a « induit la population en erreur » en laissant planer l'équivoque.



« À leur place, j'aurais préféré laisser un peu de mon temps de parole au Québec plutôt que d'entendre Bécharde dans le corridor pendant cinq jours », a déclaré le ministre québécois de l'Environnement. — PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL

JOURNAL DE MONTRÉAL : Nairobi | Environnement : Les océans son à protéger d'urgence –  
Vendredi 10 novembre 2006

## NAIROBI | ENVIRONNEMENT Les océans sont à protéger d'urgence

NAIROBI | (AFP) Des mesures de protection énergiques doivent être prises pour limiter le réchauffement des océans, l'élévation du niveau des mers et les menaces pesant sur les écosystèmes marins, selon le rapport d'un institut de recherche allemand sur le changement climatique présenté hier.

« Les eaux à la surface des océans se réchauffent, le niveau des mers s'élève encore plus rapidement, les océans deviennent de plus en plus acides et les écosystèmes marins sont menacés », prévient le dernier rapport du Conseil consultatif allemand sur le changement climatique (WBGU) présenté à la 12<sup>e</sup> conférence internationale sur le climat à Nairobi.

**« Ça se réchauffe, ça s'élève et ça tourne à l'aigre »**

« Les activités humaines provoquent des changements au sein des océans qui sont sans précédent comparés aux derniers millions d'années », relève le rapport intitulé « L'avenir des océans : ça se réchauffe, ça s'élève et ça tourne à l'aigre ».

Stefan Rahmstorf, professeur de physique des océans au WBGU et co-auteur du rapport, a énuméré hier les mesures « absolument » nécessaires pour contenir ces conséquences néfastes, notamment limiter le réchauffement global de la Terre à +2°C (par rapport au niveau pré-industriel) et à +0,2°C par décennie, et limiter à 1 mètre sur le long terme et à pas plus de 5 cm par décennie l'élévation du niveau des océans.

L'acidification des océans, due aux concentrations élevées de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'air, doit absolument être limitée à pH 2.

24 HEURES : Nairobi – Vendredi 10 novembre 2006

**NAIROBI** C'est avec de sérieuses divergences que le Québec et le Canada se présentent ensemble à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui s'ouvre lundi à Nairobi. Incapable de s'entendre avec Ottawa, le ministre du Développement durable Claude Bécharde part pour Nairobi avec l'intention d'y défendre le point de vue du Québec. (PC)

## Pas d'entente sur les changements climatiques

# Le Québec et le Canada sur deux planètes éloignées

**INCAPABLE** de s'entendre avec Ottawa, le ministre québécois de l'Environnement, Claude Béchard, part pour la Conférence de Nairobi avec l'intention d'y défendre le point de vue du Québec.

«C'est dommage, mais on ne lâchera pas le morceau. Ce n'est pas vrai que le Canada va parler d'une seule voix si cette voix ne représente pas le Québec. Il va falloir qu'ils comprennent cela», a déclaré le ministre Béchard hier, quelques heures avant de s'envoler pour la capitale du Kenya où se tiendra la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques.

Le Québec et le Canada ne s'entendent pas sur l'applica-

tion du protocole de Kyoto. Québec entend se conformer scrupuleusement au protocole et même en dépasser les normes.

Mais le gouvernement conservateur de Stephen Harper n'entend pas honorer les objectifs du protocole qu'il trouve «irréalistes».

### L'opposition sermonne les conservateurs

Par ailleurs, assis à la même table hier, les partis d'opposition à Ottawa ont tenté de convaincre le gouvernement conservateur de changer de position envers le respect du Protocole de Kyoto.

Le chef libéral, Bill Graham, a rappelé que la position du gouvernement mi-



TOM HANSON/PC

«LE PLAN du Bloc n'existe pas et celui des libéraux ne fonctionne pas», a lancé la ministre Rona Ambrose, hier.

noritaire ne reflète pas celle de la majorité aux Communes, ni celle de la majorité de la population, ce qui n'a pas fait fléchir la ministre de l'Environnement

Rona Ambrose. «M. Harper a changé d'avis sur d'autres questions, qu'il le fasse [sur celle-ci], a indiqué le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

## THE GAZETTE : Quebec minister won't be silent at Kyoto conference – Canada will speak with one voice, Ambrose – Friday, November 10, 2006

### Quebec minister won't be silent at Kyoto conference

### Canada will speak with one voice: Ambrose

GAZETTE QUEBEC BUREAU

**QUEBEC** – Claude Béchard, Quebec's combative environment minister, warned his federal counterpart yesterday he intends to speak out "loud and clear" in Nairobi on his commitment to the original Kyoto cuts in greenhouse-gas emissions.

Béchard said he had hoped Rona Ambrose would present Quebec's position at the climate-change conference, but she scotched that option yesterday.

"We agree that Canada will speak with one voice," Ambrose told Radio-Canada.

"Maybe she isn't listening

now," Béchard said in Quebec City. "But she will hear me a lot.

"There will be two voices."

Ambrose has invited Béchard as a member of the Canadian delegation at the Kyoto followup meeting in Nairobi.

"I think they are a bit nervous that we are coming with a plan that can reach the Kyoto objectives, when they are coming to say they can't be attained," he said.

Béchard will be muzzled inside the meeting, but intends to speak out at eight media events from Monday until Friday next week.

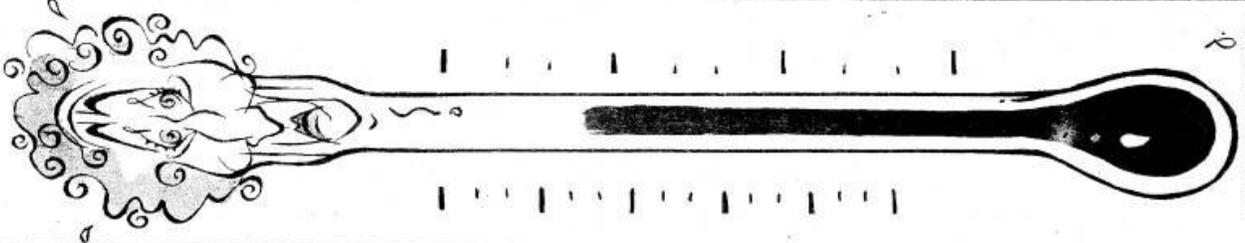
kdougherty@  
thegazette.canwest.com

**THE GLOBE AND MAIL: Comment: Talking the Earth's temperature: Both the planet and the debate are getting hotter, says author Margaret Atwood. We're running out of time for politicians to act – Friday, November 10, 2006**

Both the planet and the debate are getting hotter, says author

**MARGARET ATWOOD.**

We're running out of time for politicians to act



In an article, you may wonder what I'm doing... becoming a political hot potato. Hot in so many ways: According to those who measure such things, including NASA, the Earth is hotter now than it's been for millenniums. If it gets very much hotter, we'll soon be beyond the point of no return.

Here's a bit from a piece I wrote for *Granta* last year — non-fiction melting Arctic ice...

The rising water levels... would get attention... no more Long Island or Florida, no more Bangladesh, and quite a few islands would disappear — but two people could just migrate... could they? Still no huge cause for alarm unless you own a lot of shorefront real estate.

But wait: There's ice under the earth, as well as on top of the sea. It's the permafrost under the arctic tundra. There's a bit of it, and a lot of it, under a well. Once the permafrost starts to melt, the heat on the tundra — thousands of years of organic matter — will start to break down, releasing huge quantities of methane gas. Up goes the air temperature, down goes the oxygen ratio. Then how long will it take before we all choke and boil to death?

People sometimes tell me I can be a little harsh — as if, by saying that the bare-naked emperor has in fact got no clothes on, I'd trampled a kitten or something.

So harsh, to wake sleepwalkers from their trance. Everyone would much rather be told that things are fine, the world is safe, we're all nice people, and, above all, that we can keep on doing exactly whatever we like, without changing our so-called lifestyle, and there will be no bad consequences. I'd like to be told that, too. Trouble is, it's not true. So maybe it's time to be a little harsh. The situation we find ourselves in cannot be dealt with through anything less than plain speaking.

I recently took stock of how I myself was living. It's amazing where such an examination will lead you. Just try avoiding paper towels in washrooms, for instance. It can be done — you carry a handkerchief, you use that, you discover it works later balled up in a midlevely corner in your purse — but it's hard.

Trouble is, people who are making this difficult attempt do feel they're going it alone. They aren't getting much official help. Private gains are being cancelled out by public losses. When will our leaders stop behaving like the proverbial ostriches with their proverbial heads in the sand? People no longer want to listen to Stephen Harper tut-tutting about previous Liberal hypocrisy and inaction. It's you in power now, Mr. Harper. The nothing that is being done is your nothing. You're keeping one of your promises, at any rate — your promise to build a firewall around Alberta. But people in Alberta are not so stupid either. They're beginning to realize that a better plan is going to mean droughts and water shortages. A lot of Al-

**THE GLOBE AND MAIL: Comment: The U.S. is set to move on climate change – what about us?, by Jeffrey Simpson – Friday, November 10, 2006**

**The U.S. is set to move on climate change – what about us?**



**JEFFREY SIMPSON**

WASHINGTON

Wake up, Canada. The political climate around global warming in the United States is changing, and Canada risks being left behind, perhaps far behind.

Canadians who believe the U.S. will stand still on climate change are misreading their neighbours, especially after this week's midterm elections.

The U.S. is going to move, perhaps quite quickly. The Bush administration's head-in-the-sand attitude is untenable, intellectually and politically.

Since the Kyoto negotiations, Canada has stuck close to U.S. positions. Canadian business argued that since Americans weren't doing

much, serious Canadian measures would put this country at a competitive disadvantage. Even the Harper government's recent climate change policy tied future actions to current U.S. practices.

The argument about economic loss is weakening every day.

Hundreds of U.S. municipalities have adopted plans to combat greenhouse gas emissions. California leads the continent in reducing greenhouse gases. This much is known. But interviews with senior environmentalists and Democrats reveal that after years of congressional deadlock, change is coming.

Take two speeches by Representative John Dingell of Michigan. The biggest defender in Congress of U.S. automobile industries and unions, Mr. Dingell recently told U.S. car makers that the jig was up. Get ready for tough new emissions standards, he said. It's the mood of Congress. National standards are coming, he told them.

Lobbies for big oil and coal still swarm Capitol Hill, but almost none of them now deny the reality of climate change. It's believed

some representatives have told the Bush White House to act before the next election, since measures might be tougher under a Democratic president.

While the Bush administration has done little, senior congressional Republicans have become converts to the need for action. Senator John McCain of Arizona, the front-runner for the party's presidential nomination, is a leading climate change advocate.

Mr. McCain, chairman of the Senate commerce committee, held hearings and became convinced that the U.S. needed mandatory reduction targets and a cap-and-trade emissions system. His bill, co-sponsored by Senator Joe Lieberman of Connecticut, lost in the last Senate but would likely pass the new Senate. The senior Republican senator on the foreign affairs committee, Richard Lugar of Indiana, is a climate change advocate.

Evangelical Christians and Roman Catholic bishops are pushing for climate change measures. The evangelicals have apparently become convinced that preventing

climate change and conserving the environment are consistent with biblical imperatives.

Among Democrats, action on climate change, while not as prominent an issue as, say, raising the minimum wage, is nonetheless accepted as urgent. The exception might be legislators from coal-producing states such as West Virginia, Wyoming or North Dakota.

Former vice-president Al Gore's film about global warming had a huge impact in sensitizing Democrats. Many of the leading environmental groups are stocked with former Democratic staffers.

Insiders report that Democrats are certain to propose legislation mandating even more use of biofuels and renewable energies.

They are also likely by 2007 to propose legislation establishing mandatory targets and a cap-and-trade emissions system. Much tougher and mandatory auto-emissions legislation is coming, too. So, too, are regulations requiring carbon sequestration.

Either Mr. Bush will grudgingly accept these proposals, or he will

veto them. Even if he uses his veto, action will come soon after he leaves office.

Public opinion in the U.S. is changing. Dependence on foreign oil is making some Americans nervous, because that dependence enriches U.S. foes such as Iran.

Big business — or at least parts of it — have awakened and are demanding government action. Goldman Sachs, for example, has created a \$1-billion fund to invest in clean technologies.

Public pension funds are setting aside billions of dollars for investment in clean technologies. U.S. businesses see economic opportunities in new environmental technologies. Among important angel investors and venture capital funds in Silicon Valley, clean technology is the new, new thing.

The United States, with its decentralized political system and multitudinous lobbies, often takes a long time to move on issues. Once the U.S. system decides it's time to move, watch out.

[jsimpson@globeandmail.com](mailto:jsimpson@globeandmail.com)



---

---

## **CYBERPRESSE : CHANGEMENTS CLIMATIQUES : Claude Bécharad part pour Nairobi en désaccord avec Ottawa - Le jeudi 09 novembre 2006**

---

---

Norman Delisle et Isabelle Rodrigue , Québec

C'est avec de sérieuses divergences que le Québec et le Canada se présentent ensemble à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui s'ouvre lundi prochain à Nairobi, capitale du Kenya.

Incapable de s'entendre avec le gouvernement fédéral, le ministre québécois du Développement durable Claude Bécharad part pour la Conférence de Nairobi avec l'intention d'y défendre le point de vue du Québec.

«C'est dommage mais on ne lâchera pas le morceau. Ce n'est pas vrai que le Canada va parler d'une seule voix si cette voix ne représente pas le Québec. Il va falloir qu'ils comprennent cela», a déclaré jeudi le ministre Bécharad, quelques heures avant de s'envoler pour la capitale du Kenya où se tiendra la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques.

Le Québec a l'intention de faire connaître «haut et fort» son Plan vert destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre. «On va parler de notre plan. Si le gouvernement fédéral parle au nom du Canada, le gouvernement du Québec va parler au nom du Québec», a poursuivi M. Bécharad.

«On n'est pas du tout assuré de tout ce qui va être dit par Mme Ambrose à ce moment, il est clair que notre voix sera entendue. Il ne semble pas y avoir beaucoup d'ouverture d'Ottawa mais on ne lâchera pas. La voix du Québec se fera entendre. Je profiterai de toutes les tribunes», a déclaré le ministre Bécharad.

Le Québec et le Canada ne s'entendent pas sur l'application du Protocole de Kyoto, qui vise à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Québec entend se conformer scrupuleusement au Protocole et même en dépasser les normes. Mais le gouvernement conservateur de Stephen Harper n'entend pas honorer les objectifs du Protocole qu'il trouve «irréalistes».

Comme les deux gouvernements ne s'entendent pas, Québec a insisté pour pouvoir prendre officiellement la parole à ce forum international, mais Ottawa a rejeté la demande, estimant que le Canada «ne doit parler que d'une seule voix».

C'est donc dans les corridors et ailleurs qu'au lutrin principal que M. Bécharad devra faire connaître ses points de vue.

Québec a bien tenté de convaincre Ottawa de le laisser parler, en citant de nombreux précédents où la voix du Québec a pu se faire entendre sur la scène internationale. Mais en vain.

«Je n'irai pas dire que c'est un échec, mais on va faire la preuve qu'il vaut mieux laisser les gens parler», a poursuivi M. Bécharad. Le ministre a insisté sur le fait que la position québécoise est «cohérente» avec le Protocole qu'Ottawa a signé.

M. Bécharad dit travailler pour l'avenir: «La prochaine fois, le gouvernement (fédéral) va préférer nous ouvrir la porte tout de suite plutôt que de nous entendre dans les corridors pendant cinq jours. Ils sont un peu nerveux».

Pour sa part, à Ottawa, la ministre canadienne de l'Environnement, Rona Ambrose, n'a pas eu l'air trop préoccupée de la situation.

«Nous nous sommes entendus (M. Bécharad et moi) pour que le Canada parle d'une seule voix à Nairobi. Nous avons beaucoup d'objectifs en commun et pour ça, nous allons parler d'une seule voix à Nairobi», a-t-elle déclaré à sa sortie des Communes, jeudi.

Les partis d'opposition ont d'autre part tenté de convaincre le gouvernement conservateur de changer de position envers le respect du Protocole de Kyoto.

Les chefs du Bloc québécois Gilles Duceppe et du Parti libéral du Canada Bill Graham ont invité le premier ministre Stephen Harper à mettre la partisanerie politique de côté et à modifier son point de vue.

Assis à la même table le temps d'une conférence de presse conjointe, MM. Duceppe et Graham ont tendu une perche à leur vis-à-vis conservateur afin que le Canada adopte une politique pro-Kyoto lors de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques. La demande trouve aussi écho chez les néo-démocrates, qui ont préféré faire bande à part plutôt que de partager le même lutrin que les libéraux.

La ministre Ambrose doit arriver à Nairobi au cours de la fin de semaine, pour prendre part à l'événement. Depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, la position du Canada s'est modifiée, passant d'un ardent défenseur du Protocole à celle d'un pays qui juge «irréalistes» les cibles du traité international.

Selon les partis d'opposition, le gouvernement minoritaire conservateur doit cesser de renier le Protocole de Kyoto et «montrer l'exemple en s'engageant formellement à honorer l'objectif» de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

M. Duceppe admet que c'est demander au premier ministre Harper et à son gouvernement de «remonter une côte très abrupte», mais il estime qu'il est de son devoir de le faire.

«M. Harper a changé d'avis sur d'autres questions, qu'il le fasse (sur celle-ci), a indiqué le chef du Bloc. C'est sa responsabilité, il en va plus que de l'intérêt partisan de chacun des partis, il en va plus que des clientèles de chacun des partis, il en va plus que de l'intérêt des pétrolières.»

Le chef libéral a rappelé que la position du gouvernement minoritaire ne reflète pas celle de la majorité aux Communes, ni celle de la majorité de la population.

«Les Canadiens veulent que notre gouvernement agisse en leader, en leader mondial sur cette question», a argué M. Graham.

L'appel des partis d'opposition n'a pas fait fléchir la ministre fédérale qui continue de maintenir que le plan des conservateurs est adéquat. «Le plan du Bloc n'existe pas et celui des libéraux ne fonctionne pas», a répliqué Mme Ambrose.

Par ailleurs, le porte-parole du Parti québécois, Stéphane Bergeron, député de Verchères, estime que ce qui s'est passé entre les gouvernements de Québec et d'Ottawa est «une nouvelle manifestation d'échec».

«Les tribunes offertes au Québec seront limitées et une seule personne, Mme Ambrose, parlera au nom du Canada», a dit le député Bergeron.

---

---

## **LE DEVOIR : Conférence de Nairobi - Un plan pour planter un milliard d'arbres chaque année - Édition du jeudi 09 novembre 2006**

---

---

[Louis-Gilles Francoeur](#)

Les Nations unies ont lancé hier à Nairobi, en marge de la Conférence mondiale sur le climat, un programme planétaire visant à planter en 2007 un milliard d'arbres aux quatre coins du monde pour réduire les gaz à effet de serre (GES), et reposant sur des interventions à tous les niveaux de la société -- gouvernements, industries ou simples citoyens.

Au même moment, toujours à Nairobi, le World Business Council on Sustainable Development (WBCSD) demandait aux pays réunis pour amorcer la deuxième phase du protocole de Kyoto «de donner

des signaux très clairs sur leurs objectifs de réduction à long terme» s'ils veulent que la communauté des affaires amorce les changements nécessaires. Les entreprises n'investiront pas dans des changements substantiels si les gouvernements ne manifestent pas une volonté évidente de réduire les émissions de gaz à effet de serre et ne fixent pas des objectifs précis, a expliqué Lloyd Timberlake, le porte-parole de cet organisme qui regroupe 181 grandes sociétés internationales.

Les gouvernements, ajoute le WBCSD, doivent établir dès 2010 des objectifs de réduction réglementaires pour 2050, en termes absolus

et quantifiables, et modifier les règles du jeu dans tous les domaines de l'activité économique internationale, tout en englobant les pays émergents et les pays en voie de développement.

Ce signal très clair a été lancé par la communauté d'affaires lorsque les quelque 140 groupes environnementaux regroupés dans le Réseau Action Climat ont nommément stigmatisé le Canada en séance plénière pour avoir «tourné le dos» à ses engagements au regard du protocole de Kyoto. Le Canada a aussi reçu hier le prix «Fossile» de la journée, décerné par les écologistes du monde entier, pour avoir pris 2003, et non 1990, comme point de référence de son dernier plan de réduction, ce qui réduit de moitié l'effort prévu dans le protocole de Kyoto.

Quant à la campagne de plantation d'un milliard d'arbres, un site Internet onusien a été ouvert hier

(www.unep.org/billiontreecampaign) -- prochainement traduit en français --, où tous les participants pourront enregistrer leurs projets et leurs progrès de leurs initiatives. Ce programme a été lancé, a expliqué Achim Stenier, le secrétaire général du PNUE, pour permettre aux gens et aux organismes privés et publics de passer à l'action sans avoir à attendre la fin des longues négociations qui s'amorcent.

Pour compenser la déforestation survenue lors de la dernière décennie, il faudrait planter 130 millions d'hectares, ou l'équivalent de la surface du Pérou, ce qui exigerait de planter non pas un mais 14 milliards d'arbres par an pendant 10 ans, ou deux arbustes par humain par an. Un propriétaire de voiture compacte qui voudrait annuler les GES émis par sa voiture devrait, quant à lui, planter un demi-hectare par an.

## MÉTRO : Tribune : Environnement : Après Montréal, bienvenue à Nairobi, par Steven Guilbeault, Directeur, Greenpeace Québec – Jeudi 09 novembre 2006



### TRIBUNE ENVIRONNEMENT STEVEN GUILBEAULT Écologiste et directeur de Greenpeace Québec

## APRÈS MONTRÉAL, BIENVENUE À NAIROBI

Depuis lundi, plus d'une centaine de pays sont réunis à Nairobi, au Kenya, pour une rencontre qui va servir à jeter les bases de la suite de Kyoto quant aux réductions de gaz à effet de serre supplémentaires auxquelles les pays devront consentir. Il sera aussi question de nouveaux engagements que certains pays en voie de développement devront prendre.

Après la Conférence de Montréal sur les changements climatiques de l'an dernier et un départ encourageant sous la présidence de l'ancien ministre de l'Environnement Stéphane Dion, c'est la nouvelle ministre Rona Ambrose qui a pris la relève et c'est à partir de ce moment que les choses se sont gâtées.

La présidence du Canada aura été l'une des pires de l'histoire des négociations depuis ses débuts en 1995. La ministre ne s'est pas présentée à plusieurs rencontres internationales sur les changements climatiques. Elle n'a pas fait le suivi nécessaire après la conférence de Montréal et la position canadienne sur Kyoto a été critiquée par plusieurs ministres européens et même par le président français Jacques Chirac au G8 l'été dernier.

À Nairobi, maintenant, pour des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil, il ne s'agit pas de leur imposer les mêmes engagements que les pays industrialisés dans le cadre de Kyoto. Pourquoi? Simplement parce que les pays en voie de développement ont très peu contribué, jusqu'à maintenant, aux problèmes de changements. Cela étant dit, cette situation est en train de changer. Au cours des 15 à 20 prochaines années, l'Inde et la Chine représenteront probablement la moitié des émissions de la planète et il est donc impératif que ces pays soient mis à contribution de façon plus importante.

Les pays industrialisés doivent faire preuve de leadership. Il est d'ailleurs très encourageant d'entendre les délégués européens parler de réduction de l'ordre de 18 % à 30 % d'ici 2020 (les objectifs de Kyoto étant de moins 6 % sous les niveaux de 1990) ou encore l'ambassadeur japonais réaffirmer le fait que le Japon allait atteindre ses objectifs de Kyoto et était prêt à aller encore plus loin pour la deuxième période de Kyoto.

Si seulement le Canada pouvait en faire autant...

LES OPINIONS EXPRIMÉES DANS CETTE TRIBUNE NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT CELLES DE MÉTRO.

## THE GAZETTE : « Billion tree challenge” made to help combat warming - !Anibody can dig a hole” – Tree-burning releases tonnes of gases – Thursday, November 09, 2006

# 'Billion tree challenge' made to help combat warming

## 'ANYBODY CAN DIG A HOLE'

### Tree-burning releases tonnes of gases

ASSOCIATED PRESS

**NAIROBI** – A Kenyan environmentalist and Nobel Peace Prize winner called on people around the world to plant one billion trees in the next year, saying yesterday the effort is a way ordinary citizens can fight global warming.

Wangari Maathai, who in 2004 became the first black African woman to win a Nobel in any category, urged participants to ensure the trees thrive long after they are planted.

"This is something that anybody can do," Maathai said. "Anybody can dig a hole, anybody can put a tree in the hole and water it and everybody must

make sure that the tree they plant survives." Maathai founded Kenya's Green Party in 1987 and focused on planting trees to address the wood fuel crisis here.

Maathai said the campaign is meant to inspire ordinary citizens to help the environment.

The UN conference on climate change has drawn delegates from more than 100 countries to Kenya.

Scientists blame the past century's one-degree rise in average global temperatures at least in part for the accumulation of carbon dioxide, methane and other heat-trapping greenhouse gases in the atmosphere – byproducts of power plants, automobiles and other fossil fuel burners.

Africa is expected to suffer most from shifting climate zones and droughts, like the one now in its fourth year in east Africa.

Destroying trees through burning contributes to global warming, releasing about 370 million tonnes of greenhouse gases every year – about five per cent of the world total – scientists say. Planting trees can offset climate change in part because they absorb carbon dioxide.

**For information** about the billion tree campaign and how to join, please see: [www.unep.org/billiontreecampaign](http://www.unep.org/billiontreecampaign)

More at:  
[montrealgazette.com](http://montrealgazette.com)  
**ONLINE EXTRA:** At least 45 ski resorts across the United States are using clean energy for some of their operations.



## LE DEVOIR : Béchard est prêt à laisser Ottawa parler pour le Québec - Édition du mercredi 08 novembre 2006

[Antoine Robitaille](#)

Québec -- Le ministre de l'Environnement Claude Béchard aimerait bien que le Québec puisse «parler de sa propre voix» à Nairobi la semaine prochaine, mais il se prépare à ce que ce soit son homologue Rona Ambrose qui expose la position du Québec à l'occasion de la 12e Conférence internationale des Nations unies sur le climat. Par conséquent, le ministre, qui s'envolera samedi à Nairobi, négociera jusqu'à jeudi avec le fédéral pour définir une «position commune».

C'est ce qu'il a précisé hier lors d'un point de presse où il révélait quelques éléments de sa rencontre avec Mme Ambrose, lundi à Montréal. La ministre fédérale avait sollicité cette rencontre pour «faire le point», a dit M. Béchard. Ce dernier avait suscité des inquiétudes à Ottawa la semaine dernière lorsqu'il avait promis de se montrer pugnace à Nairobi, évoquant même la possibilité d'y contredire ouvertement Mme Ambrose. Pour faire pression sur le fédéral, M. Béchard avait aussi, la semaine précédente, mis sur pied une coalition vouée à la défense de Kyoto. «On a mis du sable dans l'engrenage», s'est félicité M. Béchard hier, estimant avoir atteint «l'effet voulu».

Lundi, la ministre fédérale n'a toutefois donné que très peu de réponses claires à M. Béchard. Elle a confirmé que, à cinq jours de la conférence, Ottawa n'avait toujours pas de position arrêtée. «Nous, on sait ce qu'on va dire la semaine prochaine, a répliqué M. Béchard [...] pour nous, c'est possible d'atteindre Kyoto.» Ottawa devra souligner cette particularité québécoise, a ajouté le ministre, «sinon, nous, on va aller le dire».

Dans l'idéal, donc, le Québec voudrait parler de sa «propre voix» à Nairobi. Mme Ambrose n'a d'ailleurs «pas fermé la porte» à un tel

sénario, a rapporté M. Béchard, mais il a précisé que des vérifications de «précédents» s'imposaient. Il faudrait aussi estimer les conséquences que cela aurait «au niveau des Nations unies». «On essaie d'être bien placés pour s'exprimer devant le plus de gens possible», a souligné le ministre.

Depuis quelques semaines, les ministres fédéraux semblent improviser en matière de changements climatiques. Le ministre Béchard a refusé d'utiliser le mot «improvisation», mais dit en avoir profité lundi pour obtenir «des éclaircissements» sur les intentions du fédéral. Il croit qu'Ottawa s'est «rendu compte, la semaine dernière, qu'il y a un défi majeur à présenter une position canadienne qui reflète vraiment ce que toutes les provinces veulent et ce que le Québec veut».

Ainsi, le Québec -- qui réclame toujours 328 millions \$ au gouvernement fédéral pour son plan de lutte contre les changements climatiques -- a accepté de négocier pour définir une «position commune» à Nairobi. Le ministre Béchard s'est dit disposé à négocier sur la base d'une position qui «appuiera Kyoto», un élément à propos duquel il soutient avoir eu une «certaine assurance» de la part de Mme Ambrose. Cette position comporterait toutefois deux nuances. D'abord elle indiquerait que, dans l'Ouest du pays, les objectifs de 2012 «ne seraient pas atteignables». Ensuite, elle préciserait qu'une province [le Québec] serait capable «d'atteindre Kyoto» et qu'elle y serait «aidée par le gouvernement fédéral». «C'est une position sur laquelle on peut travailler», a dit le ministre. «Normalement, jeudi, on devrait avoir une bonne idée [...] du texte final qu'elle devra prononcer [et] si ça représente ou non ce que le Québec veut», a conclu le ministre.

## LE DEVOIR : L'Union européenne évoque une limite absolue au réchauffement du climat - Édition du mercredi 08 novembre 2006

[Louis-Gilles Francoeur](#)

Sans en faire une proposition formelle ou une position de négociation, l'Union européenne a évoqué hier à Nairobi l'hypothèse de fixer comme objectif scientifique à la lutte contre le réchauffement du climat de limiter de façon absolue à deux centigrades l'augmentation maximale de la température de la planète par rapport à son niveau de l'ère pré-industrielle. Depuis cette époque, la température du globe a augmenté en moyenne de 0,7 centigrade.

Cette hypothèse a été énoncée hier par le porte-parole de l'Union européenne, Arthur Rudge-Metzer, dans les premières présentations faites dans le cadre du début des négociations sur la deuxième phase de réductions du protocole de Kyoto, soit la phase qui débiterait après 2012. Même si les pourparlers entre hauts fonctionnaires et scientifiques de haut niveau vont démarrer ce matin à Nairobi, au Kenya, plusieurs pays ont tenu à faire hier des présentations pour illustrer leur vision du chemin à parcourir.

L'exposé de l'Union européenne fait suite à l'adoption par ses nombreux ministres de l'Environnement l'an dernier d'une stratégie visant à réduire de 18 à 30 % ses émissions de GES par rapport à l'année de référence 1990. L'Europe s'est engagée à réduire ses émissions durant cette première phase de 8 % sous la barre de 1990, un objectif qu'elle est en voie d'atteindre contrairement à l'Amérique du Nord, qui escamote totalement sa responsabilité historique et présente. Quant au Canada, il a évoqué hier un objectif de réduction beaucoup plus modeste de 45 à 65 % d'ici 2050, mais sans préciser s'il se référait aux termes de la loi sur l'air pur, qui propose comme année de référence 2003 et non 1990, comme le reste de la communauté internationale. Le Canada avait augmenté en 2004 ses émissions de 27 % par rapport à 1990.

Pour le porte-parole du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Burt Metz, c'est autour d'une

concentration de 450 parties par million de CO2 dans l'atmosphère terrestre que la température du globe aura augmenté de 2 °C. À cette concentration de CO2, a dit le porte-parole du principal organisme-conseil de l'ONU en matière de changements climatiques, le climat a une chance sur deux de pouvoir être stabilisé par les efforts de la communauté internationale. Il faudrait, a-t-il précisé, fixer un seuil plus bas pour avoir des chances plus importantes d'enrayer la hausse moyenne de la planète.

La concentration de CO2 dans l'atmosphère terrestre se situe présentement autour de 380 parties par million (ppm). Cette concentration augmente de deux à trois pour cent par année, ce qui laisse à l'humanité de 20 à 25 ans pour empêcher ses émissions de franchir le seuil des 450 ppm. Selon plusieurs études convergentes, le climat moyen de la planète devrait avoir augmenté de deux centigrades le jour où cette concentration sera atteinte. Plusieurs chercheurs pensent qu'au-delà de cette hausse de la température du globe par rapport au niveau de l'ère pré-industrielle -- soit avant que l'humanité n'amorce la combustion systématique des réserves de combustibles fossiles de la planète -- plusieurs systèmes de stockage naturel du CO2 et du méthane dans le pergélisol ou dans le fond des mers vont amorcer le relargage de ces gaz à effet de serre, précipitant le climat dans une hausse exponentielle de son climat qui pourrait compromettre la survie de plusieurs espèces et des humains de plusieurs régions du globe.

Le représentant de l'Union européenne a précisé de son côté aux délégués des quatre coins du monde qu'un été comme celui qui a coûté la vie à 14 000 Européens en 2003 en raison de canicules extrêmes représentera tout au plus une «journée fraîche» en 2040 si on dépasse le seuil fatidique du 450 ppm ou des deux degrés centigrades. Il a aussi rappelé les récentes conclusions du rapport Stern, qui prévoit qu'il en coûtera 7500 milliards de dollars ou entre



5 et 20 % du PIB mondial si rien n'est fait pour endiguer le réchauffement du climat. Pour sa part, l'ambassadeur Nishimura du Japon devait stigmatiser l'attitude de pays comme le Canada et les États-Unis qui, par orientation idéologique, se ferment les yeux devant l'urgence de passer à l'action dans le dossier des changements climatiques. Le Japon, a-t-il prédit, va aller beaucoup plus loin que les objectifs de la première phase de Kyoto.

## LE SOLEIL : Béchard veut une voix pour le Québec à Nairobi – Mercredi 08 novembre 2006

### Béchard veut une voix pour le Québec à Nairobi

Presse canadienne

QUÉBEC — Le gouvernement Charest semble vouloir tester à Nairobi, au Kenya, la semaine prochaine, la capacité du fédéral de laisser le Québec parler de sa propre voix dans les grands forums internationaux.

« Il est clair qu'on lui a signifié qu'on aimerait parler de notre propre voix », a indiqué hier, en point de presse, le ministre du Développement durable, Claude Béchard, au lendemain de sa rencontre avec son homologue fédérale, Rona Ambrose, à Montréal.

Et cette dernière « n'a pas du tout fermé la porte », assure M. Béchard, qui s'envole vers Nairobi samedi pour participer à la rencontre internationale sur l'avenir du Protocole de Kyoto, qui doit tracer la voie sur le marche à suivre après 2012 en vue de poursuivre la réduction des gaz à effet de serre.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Réchauffement : l'humanité doit prévoir une adaptation / Climat : Les Africains sont les plus vulnérables – Mercredi 08 novembre 2006

RECHAUFFEMENT

# L'humanité doit prévoir une adaptation

**NAIROBI | (AFP) Les délégués de la 12<sup>e</sup> conférence internationale sur le climat ont souligné hier le besoin impératif de mécanismes d'adaptation au changement climatique, qui menacent de destruction une partie du patrimoine culturel et naturel de l'humanité.**

Le « changement climatique s'accélère (...) et ses conséquences seront dangereuses à une large échelle si la température globale augmente de plus de 2°C au-dessus du niveau pré-industriel », a prévenu à Nairobi Lars Müller, spécialiste du changement climatique au sein de la Commission européenne.

« Nous connaissons déjà une augmentation de 0,7°C depuis 1900 », a-t-il ajouté.

Face à cette situation, l'un des enjeux majeurs débattus à la conférence est le renforcement des capacités d'adaptation des pays, notamment les plus démunis, aux modifications du climat.

Les pays en voie de développement, qui font généralement valoir qu'ils n'ont pas à subir les conséquences des modes de vie excessifs et hyperconsommateurs des pays industrialisés, réclament davantage de soutien.

La conférence se tient pour la première fois en Afrique sub-saharienne, très vulnérable et touchée de plein fouet par le réchauffement, manifesté par des épisodes de sécheresse, d'inondations dramatiques et de précipitations de plus en plus irrégulières.

### Financement

Selon Halldor Thorgeirsson, du secrétariat de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques (CCUNCC), les mesures d'adaptation doivent notamment « réduire la vulnérabilité économique » au réchauffement.

S'agissant du financement, « le Fonds d'adaptation (prévu dans le Protocole de Kyoto) ne dispose actuellement que de 3 M USD parce que le

Mécanisme de développement propre (MDP) en est seulement à ses débuts », a commenté Yvo de Boer, secrétaire exécutif du CCUNCC.

Le MDP est un dispositif de Kyoto permettant aux gros pollueurs de financer des projets

énergétiques et industriels « propres » dans les pays en développement pour réduire leurs factures de gaz à effet de serre.

Le Fonds d'adaptation doit être alimenté par des prélèvements sur les projets MDP.



■ Les changements climatiques sont devenus une préoccupation majeure.

CLIMAT

### Les Africains sont les plus vulnérables

**NAIROBI | (AFP)** Les populations vivant dans les pays africains les plus pauvres sont aussi celles qui risquent de souffrir le plus des effets du changement climatique, selon le rapport d'un institut international.

Selon ce document intitulé *Cartographie la vulnérabilité au climat et la pauvreté en Afrique*, les lieux les plus vulnérables au changement climatique lors des 50 prochaines années correspondent aux régions où vivent déjà les populations les plus pauvres du continent africain.

# Québec espère parler pour lui à Nairobi

**LE GOUVERNEMENT** Charest semble vouloir tester à Nairobi, au Kenya, la capacité du fédéral de laisser le Québec parler de sa propre voix dans les grands forums internationaux.

«Il est clair qu'on lui a signifié qu'on aimerait parler de notre propre voix», a indiqué hier le ministre de l'Environnement, Claude Béchar, au lendemain de sa rencontre avec son homologue fédérale, Rona Ambrose, à Montréal.

Et cette dernière «n'a pas du tout fermé la porte», assure M. Béchar, qui s'en vole vers Nairobi samedi pour participer à la rencontre internationale sur l'avenir du protocole de Kyoto, qui doit tracer la voie sur la marche à suivre après 2012 en vue de poursuivre la réduction des gaz à effet de serre.

Les deux gouvernements sont en train de «vérifier tous



**Le Québec va dire que, pour nous, c'est possible d'atteindre Kyoto.**

CLAUDE BÉCHAR, ministre québécois de l'Environnement

les précédents là-dessus» pour voir la faisabilité d'une participation active du Québec.

«On est en train de discuter de quelle forme au niveau des droits de parole ça va se réaliser là-bas», a-t-il expliqué.

Le Québec a fait siens les objectifs du protocole de Kyoto et adopté un Plan vert qui va dans ce sens, ce qui

n'est pas le cas du gouvernement Harper, à Ottawa. Québec multipliera les pressions au cours des prochains jours pour faire en sorte que la position québécoise ne soit pas ignorée à Nairobi.

**Le Québec pourrait garder le silence**

Pour éviter de risquer de se crêper le chignon à Nairobi devant les dignitaires du monde entier, Québec et Ottawa vont tenter au cours des prochains jours de trouver un terrain d'entente et voir s'il est encore possible d'élaborer une position commune. Et si les deux gouvernements réussissent à s'entendre et que la position canadienne est finalement conforme «mot pour mot» à celle défendue par Québec, le ministre Béchar dit alors qu'il accepterait de bonne grâce de garder le silence. PC

24 HEURES : Béchar veut voir le Québec parler de sa propre voix à Nairobi – Mercredi 08 novembre 2006

## Béchar veut voir le Québec parler de sa propre voix à Nairobi

**24** Le gouvernement Charest semble vouloir tester à Nairobi, au Kenya, la capacité du fédéral de laisser le Québec parler de sa propre voix dans les grands forums internationaux.

«Il est clair qu'on lui a signifié qu'on aimerait parler de notre propre voix», a indiqué hier, le ministre du Développement durable, Claude Béchar, au lendemain de sa rencontre avec son homologue fédérale, Rona Ambrose, à Montréal. Et cette dernière «n'a pas du tout fermé la porte», assure M. Béchar, qui s'en vole vers Nairobi samedi

pour participer à la rencontre internationale sur l'avenir du protocole de Kyoto, qui doit tracer la voie sur la marche à suivre après 2012 en vue de poursuivre la réduction des gaz à effet de serre.

**«Le Québec veut être une voix influente en matière d'environnement à l'échiquier international.»**

Les deux gouvernements sont en train de vérifier tous les précédents pour voir la faisabilité d'une participation active du Québec. «On est en train de discuter de quelle forme au niveau des droits de parole ça va se réaliser là-bas», a-t-il expliqué.

Le Québec a fait siens les objectifs du protocole de Kyoto et adopté un Plan vert qui va dans ce sens, ce qui n'est pas le cas du gouvernement Harper, à Ottawa. Québec multipliera les pressions au cours des prochains jours pour faire en sorte que la position québécoise ne soit pas ignorée à Nairobi.

Pour éviter de risquer de se crêper le chignon à Nairobi devant les dignitaires du monde entier, Québec et Ottawa vont tenter au cours des prochains jours de trouver un terrain d'entente et voir s'il est encore possible d'élaborer une position commune. (PC)



- photo PC



THOMAS A. BOLDT

## Environmentalists choke on hair

The environmental groups that snidely suggested Environment Minister Rona Ambrose spends more time on her hair than on her job didn't offer a shred of evidence to support their contention.

If they're going to play that kind of game, there are rules. You have to track down the hair stylist, photograph the minister emerging from a salon when she should have been at a meeting in Nairobi and trail her when she goes shopping for shampoo.

But, wait ... Ambrose isn't a Hollywood celebrity. She's not even British royalty. She is a woman with a good head of hair who is also a high-ranking cabinet minister in the federal government. She in no way deserves to be treated as some kind of bimbo who can't get her act together to get any work done. (Not that British royals or movie stars do, either.)

But that is exactly how the Climate Action Network, a coalition of Canadian green groups, has behaved. It distributed an article criticizing Ambrose's supposed obsession with her hair, under the headline, Hair Today, Gone Tomorrow.

What the network said it wanted to do was to draw attention to the federal government's failure to attend inter-



CANWEST NEWS SERVICE

Rona Ambrose is known for having good hair.

national conferences on climate change, as well as to the cuts it has made to climate-change programs.

The right way is to lay out your criticisms in straightforward language, with supporting facts. There should be no room in an egalitarian, democ-

cratic society to dress the criticisms up by making sexist remarks about a minister.

Women in Canada should be able to enter public life without worrying about whether they will be attacked on the basis of their sex. Public life is demanding enough without that.

# Warming threatens heritage sites

## UN CONFERENCE TOLD Ancient cities flooded, rising seas harm wetland

ELIZABETH A. KENNEDY  
ASSOCIATED PRESS

Thailand's ruins of Sukhothai, which means "dawn of happiness," include artifacts from ancient royal palaces, Buddhist temples and city gates. Founded in 1238, Sukhothai was once capital of a Thai kingdom.

"Some of the developments we are faced with mean the parks of today may not be relevant tomorrow," said Achim Steiner, executive director of the United Nations Environment Program. "Adaptation to climate change should and must include natural and culturally important sites."

He said the response cannot be simply "lock things up in museums and zoos." Instead, he said, governments worldwide must act to stem global warming.

Scientists attribute the past century's half-degree-Celsius rise in average global temperatures at least in part to the accumulation of carbon dioxide, methane and other greenhouse gases in the atmosphere. The gases are by-products of power plants, automobiles and other fossil fuel-burning sources.

Continued global warming will lead to shifts in climate zones, seas rising from heat expansion and runoff from melted land ice, and more extreme weather, scientists say.

The two-week climate conference, which started Monday, has drawn delegates from around the world to address climate change. Canada sent a delegation of about 40 people, led by Environment Minister Rona Ambrose.

# Hairy patter

**R**ona Ambrose has great hair. There's nothing wrong with saying so. But when an environmental coalition mocked the federal Environment Minister's tresses in a news sheet it distributed at a climate-change conference this week in Nairobi, its words were puerile and belittling. In short, sexist. But that's okay, goes the thinking. A sexist jibe is fair play when the target is a conservative politician.

In Hair Today, Gone Tomorrow, the Climate Action Network's Canadian branch, which includes Greenpeace, the Sierra Club and the David Suzuki Foundation, sneered at Ms. Ambrose's leadership of the Conference of the Parties to the UN Framework Convention on Climate Change. "The Convention has seen some outstanding Presidents and some ordinary ones. Canada's Rona Ambrose was neither. She might have the best hair of any COP President, but she will be remembered as the worst COP President in the history of the climate convention." It drew

the thread, or rather the hair, through the 300-word article. "Since assuming the presidency, Rona found time away from her hairdresser to show up for about 24 hours in Bonn. . . ." And: "We were however impressed with the hair. Good hair, some might say even exceptional hair."

Ms. Ambrose and her government do not support the Kyoto Protocol to limit greenhouse gases, and the environmental groups say she has rebuffed their attempts to meet with her. Well, that's politics. The answer is to be found in persuasive arguments and public pressure, not in personal attacks. Is Kyoto so politically correct that anyone who opposes it is fair game? Perhaps under all that hair Ms. Ambrose really isn't smart enough to understand climate change, the news sheet implies. Well, she's a woman, after all.

Coming from the folks who say they are trying to open Canadians' eyes to their dismissive treatment of the planet, this line of argument is dismissive of women. It's a double standard.

## RADIO-CANADA / INTERNATIONAL: Changements climatiques : Patrimoine en péril - Mise à jour le mardi 7 novembre 2006 à 19 h 21

Dans un rapport rendu public à la conférence de l'ONU sur le climat, à Nairobi, le programme des Nations unies pour l'environnement montre un visage inhabituel des changements climatiques et de leurs effets.

Monuments, parcs nationaux, sites archéologiques, [la liste des trésors menacés par la hausse des températures est longue.](#)

La grande barrière de corail de l'Australie, qui abrite 1500 espèces de poissons, 5000 espèces de mollusques et 350 coraux différents, est gravement touchée par les changements de température et d'acidité des eaux.

On s'inquiète aussi de la fonte des glaciers. Ils se transforment en lac sur le mont Everest, provoquant des inondations qui menacent les populations du Népal.



Dans le parc national Ivvavik, au Yukon, les vestiges d'anciennes colonies présentes au 19e siècle se désagrègent à cause de la fonte du pergélisol, un sol habituellement gelé en permanence. Au Pérou, ce sont des temples vieux de 900 ans avant notre ère qui risquent d'être détruits par la fonte des glaciers. En Afrique du Sud, dans un lagon de la côte ouest où on a découvert les plus vieilles empreintes humaines de la planète - vieilles de plus de 100 000 ans - la hausse du niveau de la mer pourrait détruire ce qui reste de trésors archéologiques. En Mauritanie, on s'inquiète pour une magnifique collection de manuscrits du 13e siècle, gardée dans la mosquée de Chinguetti,

menacée par l'avancée du désert et par des inondations saisonnières. Un sondage réalisé par l'UNESCO auprès de ses membres indique qu'en tout, 125 sites du patrimoine mondial sont à risque à cause des changements climatiques. Et il y en aurait beaucoup plus, selon Licomos, le conseil international des monuments et sites. L'organisation termine en ce moment un inventaire plus complet qu'elle publiera bientôt sous la forme d'un rapport.

## **RADIO-CANADA / POLITIQUE : Changements climatiques : Une dissidence feutrée - Mise à jour le mardi 7 novembre 2006 à 16 h 46**

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Emmanuelle Latraverse rend compte du changement de ton entre Ottawa et Québec.](#)

Le ministre québécois de l'Environnement a dressé un bilan somme toute positif de sa rencontre de lundi avec son homologue fédérale, Rona Ambrose.

Claude Bécharde reconnaît d'entrée de jeu que la position que le Canada défendra lors de la Conférence de Nairobi sur les changements climatiques n'est pas encore définie, et qu'il n'est pas encore acquis que le Québec pourra y faire entendre sa voix.

Le ministre est cependant convaincu que les discussions en cours avec Rona Ambrose pourront donner jour à un compromis acceptable pour le Québec d'ici vendredi. M. Bécharde croit qu'il est possible de concilier dans une position commune les fortes réserves d'Ottawa envers le protocole de Kyoto avec l'adhésion enthousiaste du Québec.

« Qu'elle dise que la position canadienne c'est d'appuyer Kyoto, mais que les objectifs pour 2012 [...] dans l'ouest du pays, ne sont pas atteignables, mais qu'à l'intérieur de cette position il y a une province qui est capable d'atteindre Kyoto et que le gouvernement fédéral va aider le Québec [...], c'est une position sur laquelle on peut travailler », a avancé Claude Bécharde.

Le ministre de l'Environnement estime en outre que la ministre Ambrose est ouverte à l'idée de laisser en certaines occasions le Québec parler de sa propre voix. Il espère que la délégation québécoise saura se faire entendre tant au sommet que lors des rencontres parallèles, pour rappeler son engagement indéfectible envers Kyoto.

Le gouvernement Charest est d'ailleurs à réviser les précédents diplomatiques pour déterminer de quelle façon cela pourrait se faire.

Le ministre Bécharde a souligné, en outre, que de nombreux groupes environnementalistes qui seront au Kenya sont intéressés par l'approche québécoise.

## **LE DEVOIR : 1<sup>ère</sup> page : Les changements climatiques affecteront gravement les Africains - Édition du mardi 07 novembre 2006**

Louis-Gilles Francoeur

L'Afrique est beaucoup plus menacée par les changements climatiques qu'on ne l'a cru jusqu'à présent et, du point de vue des populations en cause, ce continent s'achemine vers des drames humains et sociaux sans précédent, même si c'est dans les régions nordiques que doivent survenir les écarts de température les plus importants.

D'ici 2025, selon une étude inédite rendue publique hier par le Secrétariat sur les changements climatiques à Nairobi, au Kenya, pour souligner l'ouverture d'une nouvelle conférence internationale sur les changements climatiques, 480 millions de personnes sur les 812 millions que compte ce continent vont devoir faire face à des pénuries ou à des raretés croissantes d'eau. Les conséquences risquent d'être d'autant plus désastreuses que 95 % de l'agriculture d'Afrique dépend des précipitations.

Déjà, note le rapport, le continent africain a émis autour de 136 gigatonnes de carbone à l'atmosphère, soit l'équivalent de la moitié de toutes les émissions de gaz à effet de serre (GES) des pays occidentaux depuis 150 ans. Le tiers de ces émissions a été causé par la déforestation, l'appauvrissement des sols et l'érosion qui, en plus de miner l'agriculture traditionnelle, ont libéré dans l'atmosphère des milliards de tonnes de carbone.

Quelque 70 % de la population africaine vit de l'agriculture, même si la moitié du territoire africain cultivé est considéré comme aride ou semi-aride. À moyen terme, ce sont 600 000 km<sup>2</sup> de terres agricoles classées comme modérément handicapées par le manque d'eau qui vont passer au niveau de gravement hypothéquées par les pénuries en vue, ce qui devrait poser des problèmes non seulement de production céréalière -- on prévoit une baisse de la productivité de 5 % d'ici à 2080 --, mais aussi d'approvisionnement en eau potable.

Cette étude inédite prépare l'ajout d'un chapitre important, soit celui de l'adaptation au réchauffement de la planète, aux pourparlers des 189 parties à la Convention de Rio sur les changements climatiques et des 166 pays signataires du protocole de Kyoto, qui en sont pour leur part à leur deuxième rencontre depuis l'entrée en vigueur du traité international l'an dernier.

La conférence de Nairobi sera d'ailleurs axée non seulement sur les négociations de la deuxième phase de Kyoto, ce que l'on prévoit depuis la conférence de Montréal l'an dernier, mais aussi et en grande partie sur le problème de «l'adaptation» des pays pauvres aux bouleversements climatiques en vue.

C'est d'ailleurs un appel en ce sens qu'a lancé, au tout début de la conférence, son nouveau président, le ministre kenyan de l'Environnement, Kivutha Kibwana, qui succède à la ministre canadienne de l'Environnement, Rona Ambrose. Cette dernière, on s'en souviendra, a pris la succession de son prédécesseur libéral, Stéphane Dion, qui a présidé la conférence de Montréal en novembre l'an dernier.

Dans son discours d'inauguration, le ministre Kibwana a réclamé des différents pays de la planète un partage du fardeau financier des mesures d'adaptation en fonction de la responsabilité historique de chacun dans le réchauffement de la planète. Historiquement, cette responsabilité est essentiellement celle de l'Europe et des États-Unis. Notre voisin du sud, qui s'est soustrait à ses engagements en vertu du protocole de Kyoto, a émis à lui seul le tiers de tous les gaz à effet de serre d'origine humaine depuis le début de l'ère industrielle.

Mais, devait ajouter le ministre Kibwana, les pays occidentaux dans leur ensemble ne doivent pas éluder leur responsabilité et ils doivent amorcer à Nairobi la négociation d'une deuxième série d'objectifs de réductions de leurs émissions de gaz à effet de serre

(GES) pour après l'an 2012. À Kyoto en 1997, les signataires ont convenu de réduire globalement de 5 % les émissions de GES d'origine humaine par rapport au niveau de 1990 dans la période 2008-2012.

Levant partiellement le voile sur la synthèse scientifique en préparation, le nouveau secrétaire exécutif de la convention sur les changements climatiques, Yvo de Boer, devait préciser hier de son côté que c'est une réduction de 80 % que la communauté internationale devra planifier au cours du présent siècle si elle veut stabiliser le climat au profit des générations futures.

Mais à court terme, c'est une planification urgente du Fonds sur l'adaptation aux changements climatiques qui s'impose, a-t-il dit, car non seulement l'Afrique a besoin d'une aide urgente pour faire face à ce qui s'annonce comme une catastrophe environnementale, mais il faut aussi d'urgence doter ce continent d'un réseau de stations météo capables de permettre aux gouvernements de voir venir les problèmes et de fournir aux scientifiques des données fiables pour alimenter les modèles prévisionnels.

Selon Michel Jarraud, le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, le système de suivi de la météo et du climat en Afrique est de loin le système d'observation le plus mal en point de la planète. L'OMM évalue, dit-il, que le quart du système de collecte des données dans l'est et dans le sud de l'Afrique ne fonctionne tout simplement pas. Et le reste est dans un état qui laisse à désirer. Il faudrait, a dit M. Jarraud, installer rapidement 200 stations météo automatiques afin que ce continent puisse bénéficier d'un historique fiable et fonctionnel de son climat, la plupart des données disponibles étant pour l'instant sur papier!

## Le défi de l'adaptation

On mesure le caractère critique du défi de «l'adaptation» quand on se rend compte, par exemple, que la fonte accélérée des glaciers des monts Kenya et Kilimanjaro va couper l'eau aux habitats naturels et aux populations humaines qui en dépendent dans quelques années.

Mais le défi de l'adaptation est beaucoup plus grand. À terme, indique le rapport onusien, ce sont 30 % des infrastructures côtières humaines d'Afrique, surtout celles du golfe de Guinée, du Sénégal, de la Gambie et de l'Égypte, qui sont menacées par le relèvement des mers. Des villes comme Le Cap en Afrique du Sud, Maputo au Congo ou Dar Es-Salaam au Sénégal, vont être menacées aussi. Un relèvement des mers de 50 cm, soit la moitié des prévisions pessimistes des modèles climatiques, pourrait noyer 2000 km<sup>2</sup> de terres en Tanzanie.

En Afrique, présentement, seulement la moitié des 812 millions d'habitants ont accès à des réserves d'eau potable fiables. Le tiers de ces personnes dépendent des nappes souterraines. Jusqu'ici, les précipitations naturelles ont été réduites de 25 % dans la région du Sahel depuis 30 ans, et une baisse de 2,5 % a même été enregistrée dans les régions tropicales de type pluviales depuis le début des années 70. Les sécheresses touchent surtout, depuis 45 ans, le Sahel, la Corne africaine et le sud du continent. C'est ce type de sécheresse qui pourrait gagner 600 000 km<sup>2</sup> de terres africaines. Par contre, dans la partie ouest de l'Afrique, on s'attend à des hausses des précipitations sensibles de septembre à janvier, des mois généralement plus secs, sur environ 80 000 km<sup>2</sup>.

# JOURNAL DE MONTRÉAL : Réchauffement : Consensus en faveur d'une action urgente – Les Etats-Unis ne changeront rien sous la présidence de George W. Bush – Mardi 07 novembre 2006

RÉCHAUFFEMENT

## Consensus en faveur d'une action urgente

■ Les États-Unis ne changeront rien sous la présidence de George W. Bush

**NAIROBI | (AFP) Responsables politiques et défenseurs de l'environnement ont appelé hier à Nairobi à une action urgente pour lutter contre le réchauffement de la Terre, qualifié d'«une des plus graves menaces» pour l'humanité, au début de la 12<sup>e</sup> conférence internationale sur le climat.**

Mais l'un des principaux pollueurs, les États-Unis — qui n'ont pas ratifié le Protocole de Kyoto sur la réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES) principaux responsables du réchauffement de la planète — ont réaffirmé qu'ils ne changeraient pas leur position sous la présidence du républicain George W. Bush.

«Je n'ai certainement pas d'indication qu'il y a un changement de notre position, ou qu'elle puisse changer pendant cette présidence», qui se termine en janvier 2009, a déclaré Harlan Watson, président par intérim de la délégation américaine à la conférence qui se tient à Nairobi jusqu'au 17 novembre.

«Le changement climatique émerge rapidement comme étant l'une des menaces les plus graves à laquelle l'humanité ait jamais été confrontée», a lancé le vice-président kényan, Moody Awori, en ouvrant la conférence.

### Afrique subsaharienne

La conférence se tient pour la première fois en Afrique subsaharienne, touchée de plein fouet par le changement climatique qui se caractérise notamment par

des sécheresses plus fréquentes. Les pays en développement sont les plus touchés et «les moins capables de s'en sortir», a souligné le commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas, dans un communiqué.

Selon un rapport publié fin octobre par l'économiste britannique Sir Nicolas Stern, le réchauffement climatique pourrait coûter à l'économie mondiale jusqu'à 7 trillions de dollars (5,5 trillions d'euros) si les gouvernements ne prennent pas des mesures radicales dans les dix prochaines années.

### Kyoto 2

La conférence de Nairobi est aussi l'occasion, selon l'UE, de préparer «Kyoto 2», la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto se terminant en 2012.

Le Protocole de Kyoto, entré en vigueur en 2005, impose aux pays industrialisés (35 pays et l'UE) qui l'ont ratifié des réductions d'émissions des GES, qui sont essentiellement liés à la combustion des énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon); ils doivent ramener d'ici 2012 leurs émissions au niveau de l'année de référence 1990.

La Chine et l'Inde, gros pollueurs, n'y sont pas soumis, en tant que pays en développement.

Quelque 6000 délégués de 189 pays et des organisations de défense de l'environnement participent à cette conférence, qui se déroule sous l'égide des Nations-unies au siège du Programme des Nations-unies pour l'environnement (PNUE) au Kenya.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

# Rupert Murdoch plaide pour une action mondiale

TOKYO | (AFP) Le magnat de médias Rupert Murdoch, jusqu'à récemment sceptique sur la question du réchauffement climatique, a plaidé hier en faveur d'une action mondiale pour lutter contre ce phénomène.

Murdoch, actionnaire majoritaire de News Corp, l'un des plus grands empires médiatiques du monde, a également appelé à l'établissement d'un nouveau traité autre que le Protocole de Kyoto, qui serait acceptable pour tous les pays, y compris les économies émergentes.

«Je dois admettre que jusqu'à récem-

ment, je me méfiais un peu du débat sur le réchauffement climatique. Je pense qu'il est désormais de notre responsabilité d'être à la pointe de cette question», a déclaré M. Murdoch lors d'une conférence à Tokyo.

## Nouveau traité

M. Murdoch a également estimé que la conclusion d'un nouveau traité autre que celui de Kyoto était sans doute nécessaire, trois ans après que le quotidien populaire *New York Post*, propriété de Murdoch, eut fustigé le protocole de Kyoto comme «une mauvaise idée».



RUPERT MURDOCH  
Converti

Partagez-vous l'opinion du magnat de la presse Rupert Murdoch?

RÉAGISSEZ EN LIGNE : [opinionsjdm.canoe.ca](http://opinionsjdm.canoe.ca)

APPELEZ-NOUS : Tél. (514) 529-1177 Ext. 1 888 767-6161

## THE GAZETTE: Attack on environment minister's hair called sexist, gratuitous – Ambrose ridiculed at global warming talks – Tuesday, November 07, 2006

# Attack on environment minister's hair called sexist, gratuitous

## Ambrose ridiculed at global warming talks

MIKE DE SOUZA  
CANWEST NEWS SERVICE

OTTAWA – Academics and politicians are blasting as sexist and gratuitous a critique of the federal environment minister by Canadian environmental groups that suggests she spends more time on her hair than she does on the job.

The attack on Rona Ambrose was published yesterday in a daily newsletter put out by international environmental groups and distributed to thousands of delegates gathered in Nairobi, Kenya, for the 12th annual conference of the United Nations

Framework Convention on Climate Change.

"The convention has seen some outstanding presidents and some ordinary ones. Canada's Rona Ambrose was neither," said an unsigned article in the newsletter. "She might have the best hair of any ... president, but she will be remembered as the worst ... in the history of the climate convention."

Ambrose was president of the UN climate change treaty negotiations over the past year because Canada hosted the last annual meeting in Montreal. But the environmentalists criticized her for failing to show up at interna-

tional meetings in person, suggesting she had other priorities.

"Since assuming the presidency, Rona found time away from her hairdresser to show up for about 24 hours in Bonn in May this year," the newsletter says.

"But not enough for the pre-COP 12 meeting in Geneva or the G8+5 meeting in Mexico, where she just sent staff to meet with the many ministers. We were, however, impressed with the hair. Good hair, some might say even exceptional hair."

"If (environmentalists') preoccupation is on garbage like this and not on substantive, productive issues for Canadians, (it) is a pity," said Ambrose's director of communications, Robert Klager.

In a phone interview from

Nairobi, Greenpeace Canada spokesperson Steven Guilbeault said some Canadian environmentalists, including a woman, collaborated to draft the article.

He added the hair reference was inspired by a recent survey of MPs' appearance in a weekly newspaper on Parliament Hill.

John Bennett, executive director of the Climate Action Network in Canada, a coalition of environmental groups, defended the "humorous means" used by the authors in the article, comparing it to dozens of editorial cartoons in recent months that show the comical side of Ambrose and Prime Minister Stephen Harper's positions on climate change.

But others were outraged by the attack, asking whether a

bald man would have faced the same type of criticism.

"That's below the belt," said Louise Langevin, the Clair-Bonenfant research chair on the status of women at Université Laval's law faculty in Quebec City. "It wasn't necessary, because she already has such a bad record on the environment."

The views were shared by some opposition MPs, including Liberal Belinda Stronach, who has been the victim of numerous sexist attacks in her own political career.

"It's a waste of newsprint. They should have saved the trees," Stronach said after question period in the House of Commons.

On climate change, start small but start now: Jav Brvan. Page B1

## THE GLOBE AND MAIL : Can balmy Churchill live with new climate? : Global warming threatens polar bears, but could also be a boon to struggling port – Tuesday, November 07, 2006

JOE FRIESEN

From Tuesday's Globe and Mail

CHURCHILL, MAN. — At the Arctic's edge, evidence of a changing climate is all around.

But for all the distinguished scientific work under way here, it's an observation delivered from behind the wheel of a GMC Suburban that captures the essence of global warming.

"I saw a skirt in Churchill today," said Dianne Howell, assistant director of the town's Northern Studies Centre, as she aimed her truck down a dirt highway. "A miniskirt, no less. Walking right down the main street."

For Ms. Howell, who delivered this bit of news to peals of laughter from her passengers, the surprise was two-fold.

First, no one had worn a skirt in Churchill since the symphony came to town, and even then they were sensibly floor-length. Second, it

was the last week of October. The winter winds that keep the taiga's pine trees stunted and bald should have been in full force. But there was no snow on the ground, and no ice on Hudson Bay. In Churchill, ice is everything. Ice sustains the polar bears. Polar bears attract tourists. And 15,000 tourists a year sustain the town. But the ice is melting, and while climate change means anxiety for some, others consider the opportunities that could come of open water.

Michael Goodyear, executive director of the Churchill Northern Studies Centre, says he's shocked, at times, by the attitudes of some local people to climate change. Many people who know the land well, hunters and trappers, say it's just another of earth's cycles, he says.

His response is that things are changing much more rapidly than they did historically.

The ice on Hudson Bay, for example, breaks up almost three weeks earlier today than it did 30 years ago, he said.

"This is a big problem for the polar bears," Mr. Goodyear said. Once on land, the bears can no longer catch seals, and must fast through the summer months.

"If the ice breaks up three weeks earlier, the polar bears are forced ashore here in western Hudson Bay three weeks earlier, and that's bad for their overall health."

In the last few months, a major survey by the Canadian Wildlife Service has found that the polar bear population in western Hudson Bay, an area that stretches from Rankin Inlet to the Ontario-Manitoba border, has dropped significantly. According to the study, there were 1,194 bears in the region in 1987, and only 935 in 2004, a 22-per-cent decline.

"If things continue at this rate, it's perfectly conceivable that the polar bear population will be significantly diminished in 30 years," Mr. Goodyear said. "If you don't have ice out there, you won't have polar bears. Simple as that, end of story. They will die off."

"The public would see that as a shame," he continued. "Certainly it would be a huge blow for the tourism economy. I would look at it and say it's just one symptom of a whole other ecological disaster." But many locals feel deeply ambivalent about the spectre of climate change.

Mayor Michael Spence says he's as concerned as anyone about the greenhouse effect and what it's doing to the Earth. But it's also his responsibility to plan for the future of his town. And if global warming brings a longer shipping season, and in the long run opens the Northwest Passage to trade, Churchill could thrive.

"We've got to accept it. There's going to be opportunities that come out of climate change. We have to deal with it in a positive way," Mr. Spence said. In a town of 1,000 that was once home to nearly 10,000, good economic news is rare.

"The one thing about climate change is that there will be a longer shipping season," Mr. Spence said.

He is eager to point out the infrastructure that could make Churchill a centre for Canada's nascent Arctic sovereignty strategy.

Churchill has two airstrips, one of them long enough to accommodate a Boeing 747, he says, and a working rail link to the south.

There are the remnants of the old Fort Churchill military base, left over from the town's glory days in the 1970s, a perfect location for a rebuilt, large-scale military installation.

The town also boasts a deep-water port, suitable for navy ships, and a significantly shorter and cheaper maritime route to Europe.

At the moment, the port is open from July to November. But Michael Ogborn, the managing director of OmniTRAX, the Denver, Colo., company that owns the port, says that could change, given time.

In the nine years since OmniTRAX bought the port, the shipping season has lengthened by almost two weeks.

"I'm no scientist, and I can't say what it means, but in terms of the shipping season, it's good for the port," Mr. Ogborn said.

OmniTRAX bought the port for a symbolic \$10 in 1997, and has since invested \$75-million. But while workers load more than 400,000 tonnes of wheat for export every year, the firm is not been able to find companies willing to send goods to Canada through the Arctic. A deal to import ammonium nitrate from Murmansk, Russia, fell apart this summer after the arrest of 18 terrorism suspects in Toronto raised fears about large quantities of the fertilizer, Mr. Ogborn said.

But with another trip to Russia planned this winter, Mr. Ogborn hopes cargo destined for North American markets will soon be docking in the north.

Mr. Goodyear, who trained as a wildlife biologist, doesn't share that same sense of optimism about the port. He can understand it, though.

"Business and industry, that's how they react to situations. They try to minimize disadvantages and maximize opportunities," he said.

"Churchill in some ways would have a lot to gain from a warming climate. But it would have a lot to lose in other ways, and I don't know if people have quite figured out the balance of that."

---

## **RADIO-CANADA / INTERNATIONAL : Changements climatiques : L'Afrique au menu - Mise à jour le lundi 6 novembre 2006 à 10 h 42**

---

[Plus d'info](#)

[Nouvelles](#)

[Claude Béchard va s'expliquer à Ottawa](#)

[Dossier](#)

[Les bourses du carbone](#)

La conférence sur le climat organisée par les Nations unies vient de s'ouvrir à Nairobi au Kenya. 6000 personnes vont discuter pendant deux semaines des moyens de lutter contre le réchauffement climatique. Selon le groupe écologique Greenpeace, le pire pourra être évité si les gouvernements agissent maintenant.

Le continent africain est beaucoup plus vulnérable qu'on le pensait au réchauffement climatique, et il faudra prévoir des stratégies pour y faire face.

C'est ce qu'affirment plusieurs organisations des Nations unies dans un rapport rendu public à Nairobi. On y apprend notamment que le tiers des espèces animales qui y vivent pourraient perdre leur

habitat. Les récoltes de céréales sont appelées à diminuer, ce qui aggraverait les épisodes de famine.

**Marché du climat**

La ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, a déclaré en entrevue au quotidien *Le Devoir* à la veille de son départ pour le Kenya qu'elle était prête maintenant à mettre en place au pays un marché du climat. Ce marché qui serait installé à Montréal permettrait aux entreprises canadiennes d'échanger des crédits de gaz à effet de serre.

La ministre affirme par ailleurs que le Canada fera partie du nouveau protocole de Kyoto et qu'Ottawa acceptera de recevoir de nouvelles cibles de réductions des gaz à effet de serre.

Le Canada, qui dépêche une délégation de 40 personnes à la conférence, entend profiter de l'occasion pour demander une révision complète du protocole de Kyoto.

---

## **AFP (Via LEMONDE.FR) : Kyoto: la position américaine ne changera pas pendant la présidence Bush – Lundi 06 novembre 2006, à 14h15 (Heure de Paris)**

---



La position des Etats-Unis sur le protocole de Kyoto, qu'ils n'ont pas ratifié, ne devrait pas changer "pendant la présidence" de George W. Bush, a déclaré lundi le président de la délégation américaine à la 12e conférence internationale sur le climat, Harlan Watson.

A la question de savoir si Washington allait changer sa position après la publication fin octobre d'un rapport alarmiste sur le réchauffement climatique, M. Watson a répondu: "je n'ai certainement pas d'indication qu'il y a un changement de notre position, ou qu'elle puisse changer pendant cette présidence", qui se termine en janvier 2009.

Il s'exprimait au cours d'une conférence de presse organisée lors de la conférence qui se tient à Nairobi jusqu'au 17 novembre.

Selon le rapport publié fin octobre par l'économiste britannique Sir Nicolas Stern, le réchauffement climatique pourrait coûter à l'économie mondiale jusqu'à 7 trillions de dollars (5,5 trillions d'euros) si les gouvernements ne prennent pas des mesures radicales dans les dix prochaines années.

Les Etats-Unis représentent un tiers des émissions de gaz à effet de serre (GES), principaux responsables du réchauffement de la Terre. Ils ont refusé de ratifier le protocole de Kyoto, qui prévoit une réduction des émissions des GES et est entré en vigueur en 2005.

---

## LE MONDE : 1<sup>ère</sup> page : 170 Etats rassemblés au Kenya pour la conférence de l'ONU sur le climat – Édition du mardi 07 novembre 2006

---

Nairobi accueille à partir du 6 novembre et jusqu'au 17 la douzième conférence des Nations Unies sur le changement climatique, dans le cadre de la Convention sur le climat et du protocole de Kyoto. La conférence rassemble plus de 170 Etats. Elle ne devrait pas marquer d'avancée significative, mais prolonger le succès de la conférence de Montréal : en 2005, celle-ci avait ouvert la voie à un engagement des pays du Sud au terme du protocole de

Kyoto, en 2012. Ce processus de discussion est conforté par l'évolution de plusieurs Etats américains, dont la Californie, qui ont pris position en faveur des réductions d'émissions de gaz à effet de serre, malgré l'opposition de la Maison Blanche. Mais le nouveau gouvernement conservateur du Canada a marqué un tournant hostile à Kyoto, tandis que l'Australie confirme son opposition à ce traité.

---

## LE MONDE : Références – Édition du mardi 07 novembre 2006

---

### RÉFÉRENCES

**Chronologie.** Le protocole de Kyoto a été signé en décembre 1997 au Japon. Il est entré en vigueur en février 2005.

**Pays participants.** A ce jour, le protocole a été ratifié par 165 pays. Parmi les pays riches, seuls les Etats-Unis et l'Australie ne l'ont pas ratifié. Les grands pays du Sud comme la Chine, l'Inde ou le Brésil l'ont ratifié mais n'ont pas d'obligation de réduire leurs émissions.

**Engagements.** Le protocole de Kyoto

engage les pays développés (dits « de l'annexe I ») à réduire de 5 % leurs émissions de gaz à effet de serre en 2010 par rapport à leur niveau de 1990.

**Statistiques.** Entre 1990 et 2004, les émissions des pays de l'annexe I ont diminué de 3,3 %. Celles des pays de l'Est ont fortement chuté du fait de la crise économique des années 1990. Celles des Etats-Unis ont crû de 15,3 % et celles de l'Europe de 0,6 %.

---

## LE MONDE.FR : La conférence sur le climat s'ouvre en Afrique, continent "extrêmement vulnérable" - • Mis à jour avec AFP le lundi 06 novembre 2006 à 07h16, et à 10h32

---

LEMONDE.FR avec AFP | 06.11.06 | 07h16

*Le changement climatique émerge rapidement comme étant l'une des plus sérieuses menaces à laquelle l'humanité ait jamais été confrontée*", a lancé le vice-président kényan, Moody Awori, en ouvrant la 12<sup>e</sup> conférence internationale sur le climat de l'ONU, lundi 6 novembre. Quelque 6 000 participants sont attendus à cette réunion de onze jours, qui se déroule pour la première fois en Afrique sub-saharienne, dont M. Awori a souligné qu'elle était particulièrement vulnérable face au changement climatique. "Le temps d'établir les principes est révolu. Il est temps de passer à l'action sur le terrain", avait enjoint Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques (CCUNCC), la veille.

Comme à Montréal en 2005, la réunion de Nairobi abritera parallèlement les négociations au titre de la Convention (COP12) – à laquelle adhèrent 189 des 192 Etats membres de l'ONU – et la deuxième réunion des parties au protocole de Kyoto (MOP2), ratifié par 156 pays, à l'exception notable des Etats-Unis et de l'Australie. Le protocole prévoit une réduction drastique des émissions des gaz à effet de serre, à l'origine du réchauffement rapide de notre planète. Les chantiers prioritaires, selon une source diplomatique occidentale, sont "l'après-Kyoto" – l'accord expirant en 2012 –, l'enrôlement des grandes économies émergentes comme l'Inde, la Chine ou le Brésil dans les efforts de lutte contre l'effet de serre et l'aide aux pays en développement dans ce domaine.

Sur la période 2008-2012 actuellement couverte par le protocole, seuls 35 pays industrialisés et l'Union européenne – dits pays de l'Annexe I, qui représentent un tiers environ des émissions mondiales – sont tenus collectivement de réduire de 5 % leurs émissions de gaz à effet de serre, essentiellement liées à la combustion des énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon). Un récent rapport de l'économiste britannique Sir Nicolas Stern, qui prévoit un impact socio-économique du changement climatique équivalent à celui des deux guerres mondiales ou de la crise de 1929, devrait stimuler la détermination des participants à la conférence de Nairobi.

### **30 % DES INFRASTRUCTURES CÔTIÈRES D'AFRIQUE RISQUENT D'ÊTRE SUBMERGÉES**

L'Afrique, en première ligne des conséquences des changements climatiques, est démunie pour y répondre, notamment en matière d'observations météorologiques, selon un nouveau rapport du CCNUCC rendu public à Nairobi. Ainsi, "30 % des infrastructures côtières d'Afrique, y compris les aménagements humains au long du golfe de Guinée et des côtes sénégalaises, gambiennes et égyptiennes, risquent d'être submergées" du fait du réchauffement de la planète, selon ce rapport.

Sur la base de cette étude, l'ONU estime que "la vulnérabilité du continent face au changement climatique est beaucoup plus forte qu'on ne le pensait". Ainsi, "le rendement des cultures céréalières baissera de 5 % (...) d'ici aux années 2080, et les cultures de base, comme le sorgho au Soudan, en Ethiopie, en Erythrée et en

Zambie, le maïs au Ghana, le mil au Soudan ou l'arachide en Gambie, se détérioreront en raison du changement climatique", selon la même source. Quelque 70 % des 800 millions d'Africains vivant d'une agriculture dépendante à 95 % des eaux de pluie, tout changement climatique aurait des répercussions immédiates sur la vie de ces populations, note le document. Aussi, face au "changement climatique en cours (...), la communauté internationale doit répondre en offrant une aide bien

ciblée aux pays sur la première ligne qui font face à des conséquences grandissantes telles que des inondations et sécheresses extrêmes, et dont les infrastructures sont menacées par des phénomènes comme la montée du niveau des mers", a commenté le patron du Programme de l'ONU pour l'environnement (PNUE), Achim Steiner.

## LE MONDE : Une conférence internationale pour imaginer l'après-Kyoto – Édition du mardi 07 novembre 2006

Jusqu'au 17 novembre, la conférence des Nations unies sur le climat est réunie à Nairobi pour envisager l'avenir du protocole de Kyoto et y faire entrer les pays du Sud

Montréal avait été, en 2005, un grand cru des négociations climatiques. Nairobi, cette année, sera une étape de transition : la conférence des Nations unies sur le climat, qui s'ouvre lundi 6 novembre dans la capitale du Kenya et s'achèvera le 17 novembre, ne devrait pas marquer de grande avancée. Ce rendez-vous annuel rassemble les Etats ayant signé la convention sur le changement climatique de 1992 et le protocole de Kyoto de 1997, soit quasiment tous les pays de la planète.

Si le protocole engage les pays industrialisés - à l'exception des Etats-Unis et de l'Australie, qui ne l'ont pas ratifié - à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), il n'engage pas de même les pays du Sud. Or, en raison de la vive croissance économique de ces Etats, les GES qu'ils émettent s'approchent du niveau des pays industrialisés et devraient le dépasser dans les années à venir. Depuis quelque temps, la négociation internationale vise donc à faire entrer les grands pays du Sud dans le jeu, ce d'autant plus que c'est leur absence d'engagement qui a justifié en partie le refus des Etats-Unis de ratifier le protocole.

La conférence de Montréal, en décembre 2005, a, sur cette question centrale, marqué une étape importante, en amorçant un processus de prise d'engagements futurs. Ce processus devrait avancer à Nairobi, l'idée étant qu'il faut arriver à un accord permettant en 2012, date d'expiration du protocole de Kyoto, de prendre le relais de celui-ci. Quand devra-t-on parvenir à cet accord ? " Il est évident qu'en 2009 au plus tard il nous faudra savoir clairement ce qui se passera après 2012 ", a indiqué, fin octobre, Jan-Erik Enestam, le ministre de l'environnement de la Finlande, pays qui préside en ce moment l'Union européenne. " Je ne suis pas très optimiste sur le fait que Nairobi pourrait fixer une date précise. Ce serait une surprise positive ", a-t-il précisé. L'enjeu est double : d'une part, l'engagement des pays du Sud enlèverait aux Etats-Unis le prétexte qu'ils invoquent pour ne pas participer à Kyoto, alors qu'ils émettent près de 25 % des gaz à effet de serre à la surface de la planète. 2009 sera aussi la première année de mandat du successeur de M. Bush, dont on peut imaginer qu'il aura une position moins fermée que l'actuel occupant de la Maison Blanche.

D'autre part, un accord sur ce qui se passera après 2012 - dite " période post-Kyoto " - est essentiel pour conforter les investisseurs et grandes entreprises qui commencent à utiliser les mécanismes

de marché mis en place dans le cadre du protocole. Il s'agit du marché des émissions de gaz carbonique au sein de l'Union européenne, et de projets d'efficacité énergétique dans les pays du Sud (projets dits du MDP, ou " mécanisme de développement propre ") : marché et MDP génèrent des crédits d'émissions qui n'ont de valeur monétaire que s'ils sont durables. Si le système ne fonctionnait plus après 2012, ces crédits seraient tout simplement de la monnaie de singe.

Le bon fonctionnement actuel de ces mécanismes joue fortement en faveur du succès des négociations. Les entreprises ont intérêt à ce que le traité se pérennise : le marché européen des émissions, lancé en 2005, fonctionne plutôt bien, et plus de 300 projets du MDP sont en route. Les Etats du Sud qui y participent (surtout asiatiques) apprécient eux aussi ces MDP, qui signifient un transfert de technologie moderne. D'autres partenariats, notamment entre l'Europe et la Chine sur les centrales à charbon propres, vont dans le même sens.

Un autre facteur puissant vient renforcer le processus de discussion : de plus en plus d'Etats américains ont pris position cette année en faveur du protocole de Kyoto et de la réduction des émissions. L'acte le plus spectaculaire a été celui de la Californie, dont le gouverneur, pourtant républicain, Arnold Schwarzenegger, a promulgué, fin septembre, une loi visant à réduire de 25 % par rapport à la situation actuelle, les émissions de dioxyde de carbone et ce avant 2020. Il y a d'ailleurs du chemin à faire : un rapport, publié le 6 novembre, indique que les émissions dans l'Etat de Californie ont crû de 14 % entre 1990 et 2004.

Un troisième élément pèse aussi dans le bon sens. C'est la sensibilité croissante des opinions publiques au changement climatique : Londres a ainsi vu, samedi 4 novembre, 20 000 personnes manifester en faveur d'actions sur le changement climatique, une mobilisation jamais vue auparavant sur ce thème.

L'avenir des négociations n'est cependant pas totalement assuré. Le gouvernement conservateur du Canada joue ouvertement contre Kyoto, ainsi que l'Australie.

L'Europe, traditionnellement le plus solide soutien du protocole, apparaît flotter légèrement. Elle ne parvient pas à contrôler totalement ses émissions : selon l'inventaire de l'Agence européenne de l'environnement publié fin octobre, les Quinze seraient en voie de stabiliser leurs émissions en 2010 seulement, alors qu'ils doivent les réduire de 8 %. La bataille climatique est loin d'être gagnée.

**Hervé Kempf**

## LE MONDE : les zones arctiques sont menacées à cause de leurs richesses pétrolières et gazières – Édition du 07 novembre 2006

LONDRES ENVOYÉE SPÉCIALE

L'Arctique est doublement exposé aux conséquences du réchauffement climatique. D'abord, la région subit les impacts concrets de la hausse des températures, plus sensible aux pôles : la fonte du permafrost sape les fondations de villages entiers et compromet leur existence future. D'autant que les températures pourraient augmenter dans la région de 3 oC à 4 oC d'ici cinquante ans, soit le double des prévisions moyennes.

Mais c'est surtout la perspective d'une disparition de la banquise en été qui inquiète car elle ouvrirait la voie à une exploitation des ressources naturelles encore balbutiante. L'Arctique recèle environ 25 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz naturel, ce qui excite les convoitises.

Certes, l'environnement est encore relativement préservé dans cette région, mais il ne faut pas oublier qu'elle subit déjà la pollution émise par les pays industrialisés. En particulier,

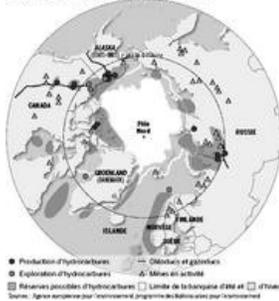


l'accumulation de métaux lourds et de polluants organiques persistants qui contaminent les animaux et les hommes. Ces zones pourraient être complètement bouleversées par une ruée vers l'Arctique. Leur environnement doit donc être protégé, ont martelé, mardi 31 octobre, plusieurs scientifiques lors d'un séminaire organisé à Londres par l'Institute of Marine Engineering, Science and Technology (Imarest).

Le glaciologue Ola Johanessen (Université de Bergen, Norvège), a rappelé les conséquences de l'augmentation de la concentration de CO2 dans l'atmosphère. La surface de la banquise présente sur l'océan Arctique en septembre a diminué de 15 % depuis une vingtaine d'années. Les eaux sont libres de plus en plus longtemps. Et si la concentration de CO2 doublait, la banquise disparaîtrait complètement pendant l'été en 2070.

### CONFLITS GÉOSTRATÉGIQUES

Un pôle cerné par les matières premières



De tels changements risquent d'entraîner " l'exploitation des ressources fossiles, mais aussi l'ouverture de nouvelles routes maritimes ", a prévenu Jacqueline MacGlade, directrice de l'Agence européenne de l'environnement (AEE), ajoutant que " les industries de la pêche suivront également la migration des poissons vers le Nord ". " L'accès à la zone va être bouleversé, a complété Mawson

Brigham, qui représentait le Conseil de l'Arctique, une organisation multilatérale rassemblant les huit Etats riverains (Danemark, Finlande, Suède, Etats-Unis, Canada, Russie, Norvège, Islande). L'été 2005, 150 bateaux de croisière ont circulé près des côtes du Groënland. "

Quel en sera l'impact sur l'environnement très fragile de l'Arctique, mais aussi sur ses habitants ? " Cette zone n'est pas déserte, 4 millions de personnes y vivent ", a rappelé Mme MacGlade. Pour l'instant, les industries maritimes et pétrolières restent en position d'attente. Les obstacles techniques sont nombreux : naviguer dans des zones en partie prises par les glaces et les exploiter demande des équipements adaptés, coûteux, et une main-d'oeuvre aguerrie. Des informations régulières et fiables sur l'évolution de la météo, ou l'épaisseur de la glace font encore défaut.

En outre, les conflits géostratégiques sont légion. Jusqu'à présent, les eaux internationales arctiques, couvertes de glace, n'intéressaient guère. Aujourd'hui les Etats riverains, appâtés par ces perspectives, réclament à l'ONU d'étendre leur souveraineté, en se fondant sur l'extension de leur plateau continental. " Le statut international est plus protecteur, relève Ralph Rayer, océanographe, vice-président de l'Imarest. Mais, prévient-il, " une fois que les conflits territoriaux entre Etats seront tranchés, l'exploitation de l'Arctique pourrait se développer très rapidement ". " Pouvons-nous laisser ce développement économique se dérouler sur la base de rapports bilatéraux entre les compagnies privées et les Etats, sur des bases uniquement commerciales ? ", interroge Jacqueline MacGlade. Selon elle, il faut au minimum s'assurer que les conventions internationales de protection de l'environnement seront respectées et que le devenir des populations indigènes sera pris en compte. " Il est encore temps d'instaurer des règles qui permettront d'agir correctement dans cette zone, affirme-t-elle. Mais les Etats concernés seront-ils capables de s'imposer les restrictions nécessaires ? "

Gaëlle Dupont

## LE MONDE : TRANSPORTS GAZ À EFFET DE SERRE : Le covoiturage, une solution pour réduire les émissions de CO2 – Édition du mardi 07 novembre 2006

LES SALARIÉS du pôle Orly-Rungis - 63 000 personnes - peuvent désormais pratiquer le covoiturage interentreprises grâce à un site Internet. Ce système, qui permet de regrouper dans une même voiture plusieurs personnes de foyers différents effectuant un trajet en commun, est le plus important de France et peut-être d'Europe. L'annonce vient d'en être faite par François Rubichon, directeur général délégué d'Aéroports de Paris (ADP), et par Pierre Lefort, président de l'Association pour le développement économique du pôle Orly-Rungis (ADOR).

Situé à 7 km de Paris, ce pôle économique, le plus important au sud de la capitale, se trouve sur le Val-de-Marne et l'Essonne, regroupé, sur 2 000 hectares, quelque 4 000 entreprises gérées principalement par ADP, Segece (centre commercial de Belle Epine), Semmaris (marché de Rungis), Silic (parc d'affaires) et Sogaris (plate-forme logistique de Rungis). Ces cinq grands opérateurs se sont regroupés au sein de l'ADOR.

Tout le secteur pâtit d'une mauvaise desserte des RER C et D, aux fréquences trop faibles, et de lignes de bus en nombre insuffisant. Résultat : 86 % des salariés, selon une enquête réalisée auprès de 5 000 personnes, prennent leur voiture et seulement 11 % les transports en commun. Plus de la moitié d'entre elles déclarent ne pas avoir le choix. Même s'ils étaient plus efficaces, les transports en commun ne pourraient tout régler. Pour ces raisons, 25 % des salariés sont prêts à faire appel tous les jours au covoiturage, et 12 % deux ou trois fois par semaine.

Face à ces chiffres, l'ADOR a réfléchi, avec l'opérateur spécialisé Green Cove Ingénierie, à la mise en place d'un système de covoiturage. Le principe est simple. Les entreprises du site

s'inscrivent gratuitement sur Internet ([www.covoiturage.ador94.com](http://www.covoiturage.ador94.com)) et se voient attribuer un code personnel. Ensuite, leurs salariés peuvent s'inscrire par Internet, par téléphone ou par courrier.

### ECONOMIE ET CONVIVIALITÉ

Lors de son inscription (16 euros par an pris en charge totalement ou partiellement par l'entreprise), le salarié donne son adresse, son lieu de travail, ses horaires et des renseignements complémentaires (fumeur ou non, conducteur ou passager, par exemple). Il voit ensuite s'afficher de façon cartographique les personnes habitant près de chez lui - ou sur son trajet - et travaillant dans une entreprise proche de la sienne.

Les avantages de la formule sont, selon ses promoteurs, nombreux : économie, convivialité, etc. Mais c'est la protection de l'environnement qui figure au premier rang, avec la diminution de la circulation, la fin des problèmes de stationnement et, surtout, la réduction de la pollution. Les transports sont le premier émetteur de gaz à effet de serre (27 %) et de gaz carbonique (35 %).

Avant la fin de l'année, une autre opération de ce type, plus importante, sera lancée sur Roissy-Charles-de-Gaulle. Elle concerne 80 000 personnes. Si seulement 5 % des personnes concernées à Orly et à Roissy font appel à ce service, ce sont 3 500 à 4 000 tonnes de CO2 qui ne seront pas rejetées chaque année. ADP, qui considère que le covoiturage régulier ou occasionnel s'adresse à 90 % de ses salariés, s'est fixé un taux d'inscription de 10 %. Il est prêt à financer intégralement leur inscription.

Francis Gouge

---

---

## **NOUVELOBS.COM : NAIROBI : Climat : des mesures d'urgence s'imposent – Lundi 06 novembre 2006, à 18:32 (Paris)**

---

Le réchauffement climatique menace des milliards de personnes et des mesures doivent être prises d'urgence pour prévenir une catastrophe, a déclaré le ministre kenyan de l'Environnement en ouvrant la 12e conférence internationale sur le climat.

Le réchauffement climatique menace des milliards de personnes dans les pays les plus pauvres de la planète et des mesures doivent être prises d'urgence pour prévenir une catastrophe, a déclaré lundi 6 novembre le ministre kenyan de l'Environnement.

"Le changement climatique se présente comme l'une des plus graves menaces que doit affronter l'humanité", a dit Kivutha Kibwana en ouvrant à Nairobi la 12e conférence internationale sur le climat, qui se tiendra jusqu'au 17 novembre.

"Il menace les objectifs de développement de milliards de gens parmi les plus, pauvres au monde et spécialement en Afrique", a-t-il ajouté.

Il a raconté qu'il connaissait des enfants de cinq ans dans son village d'origine de l'est du Kenya qui n'avaient jamais vu d'épi de maïs - la nourriture de base du pays - en raison de la sécheresse qui y sévit depuis des années.

### **Kyoto**

Kibwana a exhorté les quelque 6.000 délégués présents à Nairobi à prendre "des mesures concrètes sur les priorités immédiates", notamment l'aide à l'Afrique où la survie de millions de gens dépend de la seule agriculture menacée par la désertification ou les inondations, les deux facettes extrêmes des conséquences du changement climatique.

Les délégués de 189 pays sont réunis à Nairobi sous l'égide des Nations unies pour cette conférence internationale qui tentera également de préparer l'après-Kyoto.

Le protocole de Kyoto, ratifié par 156 pays, à l'exception notable des Etats-Unis et de l'Australie, limite les émissions de gaz à effet

de serre dans 35 pays industriels jusqu'à 2012. Selon un rapport diffusé dimanche par le Programme des Nations unies pour l'environnement, le réchauffement climatique fait que 70 millions de personnes en Afrique vivront sous la menace d'inondations côtières en 2080, contre un million en 1990.

### **Rapport Stern**

Des principaux pays responsables d'émissions de gaz à effet de serre, seule la Russie s'est engagée à respecter le Protocole de Kyoto, ce que les Etats-Unis et la Chine n'ont pas fait. Les Etats-Unis sont le plus important pays émetteur de gaz à effet de serre au monde - 25%, pour 5% de la population mondiale. La semaine dernière, un rapport rédigé par l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale Nicholas Stern a appelé la communauté internationale à prendre des mesures contre le réchauffement climatique.

Ce document souligne qu'une action internationale immédiate pour stabiliser les émissions de gaz à effet de serre à l'origine des changements du climat planétaire aurait des retombées économiques bien supérieures au coût des mesures prises en ce sens.

### **Le monde n'a pas à choisir**

Selon le rapport Stern, ne rien faire pour lutter contre le changement climatique risque d'entraîner une crise économique de l'ampleur de celle de 1929.

Il affirme que, contrairement à ce qu'a fait valoir le président américain George Bush, qui s'est retiré en 2001 du Protocole de Kyoto, en partie parce que cela coûterait selon lui des emplois, le monde n'a pas à choisir entre la lutte contre le changement climatique et la croissance économique. (Reuters)

---

---

## **NOUVELOBS.COM : LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE : "On n'y échappera pas", par Luc Abbadie, Directeur de recherche au CNRS – Lundi 06.novembre 2006, à 18:13 (Paris)**

---

### **Quels sont les enjeux de la conférence de Nairobi qui s'ouvre aujourd'hui ?**

- Les enjeux sont scientifiques. Le but de la conférence est une mise au point scientifique de la situation. Il faut savoir où en sont les prédictions scientifiques, où en sont les Etats par rapport au protocole de Kyoto.

### **Avec le rapport Stern ou le film d'Al Gore, assiste-t-on à l'émergence d'une nouvelle approche du problème climatique ?**

- Oui, et cette nouvelle approche va dans le bon sens. Si on veut prendre conscience du réchauffement climatique, il faut compter avec le changement de société. Dresser des estimations économiques est une bonne approche. D'ailleurs, l'estimation de Stern n'est pas pessimiste. 5.500 milliards d'euros, ce n'est rien par rapport aux échanges du commerce international. Ce n'est pas pessimiste mais cela doit être pris au sérieux. Les changements seront importants mais on peut s'adapter.

### **Aujourd'hui, nous dirigeons-nous vers la mise en place de processus preventifs ou palliatifs ?**

- Même si on prenait des mesures drastiques, on continuerait à constater une augmentation du réchauffement climatique à cause de la stagnation et de l'immobilisme du modèle social. On peut diminuer le phénomène mais pas le stopper. On n'y échappera pas.

Il faut maintenant avoir une vision d'adaptation, puisque aucune mesure efficace n'est mise en place aujourd'hui.

Le phénomène majeur, c'est le changement du zonage climatique. En France, les zones vont remonter de 150 ou 200 kilomètres vers le Nord sur une centaine d'année. La grosse difficulté, c'est d'avoir des prévisions locales fiables. On peut aller vers un refroidissement ou un réchauffement. Il y aura une évolution des précipitation, des événements drastiques... Il peut y avoir des inondations violentes accompagnées de sécheresses, par exemple.

Le réchauffement sera d'approximativement de deux ou trois degrés. Les régions froides vont devenir des régions chaudes et les régions arides le seront encore plus.

Certaines espèces animales ne pourront pas migrer assez vite. Faut-ils les déplacer ? Il faut en tout cas maintenir toutes les options ouvertes.

De plus, la crise n'arrive pas seule.

Si c'était le cas, ce ne serait pas si grave. On assiste aussi à une crise de la biodiversité.

Ce peut être aussi un moteur de développement fantastique. On a les moyens de s'adapter si on dépasse les problèmes internationaux et surtout si on arrive à gérer l'inévitable incertitude.

### **Propos recueillis par Simon Antony (le lundi 6 novembre 2006)**

# Urgence et ballet diplomatique

Éric Moreault

emoreault@lesoleil.com



Environnement

**Alors que s'impose de plus en plus le devoir de trouver des solutions aux problèmes provoqués par les changements climatiques, il pèse sur la ronde de négociations qui s'ouvre aujourd'hui à Nairobi un nouveau cataclysme, qui pourrait influencer sur le sentiment d'urgence, celui d'une crise économique mondiale.**

Mais déjà écologistes et délégués à cette 12<sup>e</sup> conférence de l'ONU sur les changements climatiques, suite logique de celle de Montréal, en 2005, doutent que les 189 pays participants s'entendent sur un échéancier pour l'après-Kyoto. « On ne s'attend pas à grand-chose », confirme Steven Guilbault, directeur de Greenpeace Québec, qui sera sur place.

Le temps presse : il aura fallu sept ans de palabres et de controverses pour ratifier le Pro-

tocole de Kyoto, qui vient à échéance en... 2012! Faites le calcul. « Nous devons agir maintenant ou ça coûtera une fortune. Mais je doute qu'il y aura une pression pour en arriver à une date », déclarait la semaine dernière Yvo de Boer, directeur du Secrétariat sur les changements climatiques de l'ONU.

Les prévisions apocalyptiques du rapport de Nicholas Stern seront dans tous les esprits au moment des discussions. L'ex-économiste en chef de la Banque mondiale prévoit qu'il en coûterait 1 % du PIB pour agir, 20 fois moins que de ne rien faire, ce qui provoquerait une catastrophe semblable à celle de la Grande crise des années 30

Autre facteur qui mettra à la pression sur les discussions : le taux de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère vient d'atteindre un taux record de 379,1 parties par milliard, selon l'Organisation météorologique mondiale. « Des mesures plus draconiennes que Kyoto seront nécessaires », a déclaré vendredi un important chercheur de cette branche de l'ONU.

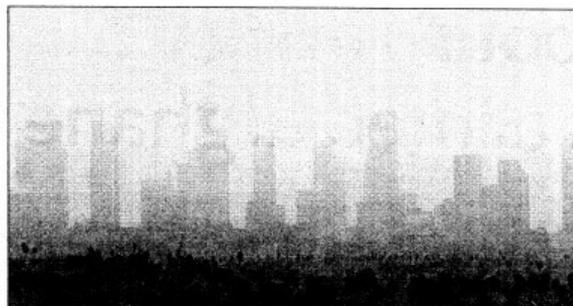
La dynamique interne risque fort d'influer aussi sur le pro-

gramme de Nairobi. Le lieu même, qui a valeur de symbole : l'Afrique. Nul doute que tout ce qui entoure le développement « propre », dont les Bourses de carbone pour financer les projets sous forme d'aide aux pays émergents, sera au cœur des discussions.

Mais aussi l'adaptation aux répercussions des changements climatiques (catastrophes naturelles), qui devraient prendre beaucoup de place à l'extérieur des négociations, comme le révèle la lettre du président de la conférence, le Kenyan Kivutha Kibwana. « Il existe un fort consensus à l'effet que nous devons agir. »

Les discussions officielles porteront, elles, sur l'après-Kyoto, mais également sur la nécessité pour les pays développés de réexaminer les cibles de réductions des GES « à la lumière des données scientifiques et des évaluations les plus sûres concernant les changements climatiques et leur impact ainsi que des données techniques, sociales et économiques pertinentes » (article 9).

C'est dans ce contexte qu'arrive le Canada avec l'intention du gouvernement Harper d'exiger la « révision complète » de Kyoto,



Le taux de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère vient d'atteindre un taux record de 379,1 parties par milliard, selon l'Organisation météorologique mondiale. — PHOTO AFP

y compris « l'architecture des engagements », comme le révélait *La Presse* la semaine dernière. « Le Canada risque d'être accueilli comme un chien dans un jeu de quilles. Certains pays (notamment européens) risquent de ruer dans les brancards », estime M. Guilbault.

Verts, gouvernements et hommes d'affaires intéressés par l'économie verte aimeraient bien qu'on négocie le successeur à Kyoto pour 2008, une cible « ambitieuse », selon M. de Boer.

De façon plus réaliste, plusieurs experts pointent plutôt 2010 — soit après le départ de la Maison-Blanche de George W. Bush en janvier 2009.

Le temps presse, mais les astres géopolitiques ne sont pas alignés...

## Des commentaires ?

Écrivez-nous à [environnement@lesoleil.com](mailto:environnement@lesoleil.com)

## LA PRESSE : La conférence de Nairobi s'annonce riche en débats : DÉJÀ, LA POSITION CANADIENNE INQUIÈT - Le lundi 06 novembre 2006

François Cardinal

Les prochains jours seront déterminants pour la lutte contre les changements climatiques. La conférence de l'ONU qui s'ouvre aujourd'hui à Nairobi, au Kenya, révélera au grand jour la faille qui existe entre les pays prêts à se lancer dans la bataille... et ceux qui le sont moins.

Au cœur des débats, qui dureront près de deux semaines, on trouve l'article 9 du protocole de Kyoto. Il prévoit que les signataires analysent l'accord à la lumière des plus récentes données scientifiques. L'objectif est de vérifier si le protocole est assez ambitieux pour être reconduit après 2012.

D'une grande innocence a priori, cet article pourrait néanmoins faire dérailler les discussions et mener à un cul-de-sac.

« On espère évidemment que ce sera l'occasion pour tout le monde de s'engager dans un plan beaucoup plus ambitieux après 2012, précise Dale Marshall, analyste à la Fondation Suzuki. Mais on a des craintes sur la position du Canada, qui donne l'impression de vouloir allonger indûment les délais. »

La Presse a révélé mercredi la position canadienne à la conférence de Nairobi. Le gouvernement Harper entend profiter de l'article 9 pour demander une révision « complète » du protocole de Kyoto, y compris « l'architecture des engagements », c'est-à-dire les cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Cette position va à l'encontre de celle des pays qui souhaitent aller de l'avant dans les plus brefs délais. L'Europe, par exemple, parle

de « l'urgente nécessité d'une réponse globale » afin de limiter la hausse des températures à 2°C.

Plutôt qu'une révision en profondeur du traité, elle propose de lui donner des muscles pour l'après 2012. « Tout délai, écrit l'Union européenne, imposera des réductions d'émissions encore plus radicales, augmentera les coûts des mesures d'adaptation et mènera à de graves conséquences. »

Devant des positions aussi tranchées, les écologistes se préparent à une conférence intense. « Le rapport de l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale Nicholas Stern risque de donner le ton de la conférence, estime Steven Guilbault, de Greenpeace. Pour la première fois, le volet économique sera au cœur des débats. »

On se rappellera que le Stern Review, publié à Londres la semaine dernière, révélait que les changements climatiques pourraient avoir un effet aussi dévastateur sur l'économie mondiale que la grande dépression des années 30, si la communauté internationale refuse de se mobiliser.

Les conclusions du rapport sont optimistes, déclarait néanmoins l'auteur. Il est encore temps d'éviter les pires impacts des changements climatiques, si nous agissons maintenant et de concert. Mais la tâche est urgente. Attendre avant d'agir, même une décennie ou deux, nous poussera en terrain dangereux. »

Le volumineux rapport faisait aussi état des plus récentes études scientifiques sur la question du réchauffement de la planète. En ce sens, il sera également très utile aux délégués, eu égard à l'article 9.

«Il y a aujourd'hui un consensus assez large sur l'importance de limiter la hausse des températures à 2°C, a précisé Matthew Bramley, de l'Institut Pembina. Au-delà d'une telle augmentation, on entre dans une zone dangereuse. Et il ne faut pas oublier que, selon le protocole de Kyoto, les pays ont l'obligation légale de limiter les dégâts.»

En effet, les pays membres du protocole se sont engagés à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans

l'atmosphère à un taux qui «empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique».

Or, selon le rapport Stern, la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère risque d'atteindre dès 2035 le double de ce qu'elle était à l'ère préindustrielle si rien n'est fait. Cela entraînerait un réchauffement de la température mondiale de plus de 2°C (depuis 100 ans, la hausse a atteint 0,6°).

«À plus longue échéance, il y a 50% de risque que le réchauffement dépasse les 5°C. Ce serait très grave.»

## RADIO-CANADA / POLITIQUE : Conférence de l'ONU sur le climat : Claude Béchar d va s'expliquer à Ottawa - Mise à jour le dimanche 5 novembre 2006 à 20 h 04

[Plus d'info](#)

[Nouvelles](#)

[Environnement: Pour un New Deal écologique](#)

[Le Canada veut revoir Kyoto](#)

[Kyoto part en fumée](#)

[Dossier](#)

[Le protocole de Kyoto](#)

[La menace climatique](#)

[Audio et Vidéo](#)

[Entrevue du ministre Béchar d à l'émission Les coulisses du pouvoir](#)

À la veille de l'ouverture de la conférence de l'ONU sur les changements climatiques à Nairobi, au Kenya, le ministre de l'Environnement du Québec se dit déterminé à défendre la position de son gouvernement sur cette question.

La ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, préside la conférence de Nairobi, et a invité le ministre Béchar d à se joindre à la délégation canadienne.

Dans une entrevue à l'émission *Les coulisses du pouvoir*, diffusée dimanche au RDI, Claude Béchar d a indiqué qu'il rencontrera Mme Ambrose avant de s'envoler pour l'Afrique. Le ministre veut ainsi éviter les déchirements, malgré le désaccord entre Québec et Ottawa sur le protocole de Kyoto.

Rappelons que le gouvernement Charest veut respecter les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) fixés dans l'accord international, alors que les troupes de Harper les jugent irréalistes. Québec a adopté un plan de lutte aux changements climatiques, mais Ottawa refuse de lui verser les 328 millions de dollars qui devaient financer une partie des mesures environnementales.

De son côté, le gouvernement conservateur a récemment déposé un plan vert à la Chambre des communes, dans lequel il s'engage à réduire les GES de 45 % à 65 % d'ici 2050.

En vertu du protocole de Kyoto, les pays signataires, dont le Canada, doivent réduire leurs émissions de GES de 6 % par rapport à leur niveau de 1990, d'ici 2012.

### Préparer l'après-Kyoto

La 12e Conférence internationale des Nations unies sur le climat se tient du 6 au 17 novembre à Nairobi. Quelque 6000 délégués de 189 pays tenteront d'améliorer la lutte contre le réchauffement climatique et préparer l'après-Kyoto.

Le protocole de Kyoto, qui limite jusqu'à 2012 les émissions de GES dans 35 pays industriels, a été ratifié par 156 pays, à l'exception notable des États-Unis et de l'Australie. Les États-Unis sont le plus important pays émetteur de GES au monde: 25 % des GES pour 5 % de la population mondiale.

« Le défi essentiel à l'avenir est de créer un mécanisme auquel tout de le monde voudra prendre part », a affirmé Yvo de Boer, responsable du secrétariat des Nations unies sur les changements climatiques. Selon lui, il ne faut toutefois pas s'attendre à des avancées spectaculaires pour l'après-2012.

Les discussions de Nairobi porteront également sur les moyens d'aider l'Afrique et les pays en voie de développement à s'adapter aux changements climatiques. Selon un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement, 70 millions de personnes en Afrique vivront sous la menace d'inondations côtières en 2080, contre un million en 1990.

La semaine dernière, un rapport rédigé par l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Nicholas Stern, a appelé la communauté internationale à prendre des mesures immédiates contre le réchauffement planétaire. Selon ce rapport, ne rien faire pour lutter contre les changements climatiques risque d'entraîner une crise économique de l'ampleur de celle de 1929.

## RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Changements climatiques : Un appel mondial à l'action - Mise à jour le samedi 4 novembre 2006 à 14 h 16

[Plus d'info](#)

[Nouvelles](#)

[Manifestation à Ottawa en faveur du protocole de Kyoto](#)

[Audio et Vidéo](#)

[Nancy Audet résume cette journée de manifestation.](#)

[Aline Gobeil a assisté au rassemblement de Montréal.](#)

À deux jours de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques à Nairobi, au Kenya, des manifestations ont été organisées samedi dans une cinquantaine de pays du monde pour réclamer des actions concrètes contre le réchauffement de la planète.

Au Canada, la Journée d'action internationale contre les changements climatiques est soulignée à Montréal, Ottawa, Halifax et Toronto.

À Montréal, les manifestants ont brandi une maquette humaine représentant l'éloignement du gouvernement conservateur de Stephen Harper de la position internationale sur cette question.

Signataire du protocole de Kyoto, qui fixe une cible de réduction de 6 % des gaz à effet de serre (GES) par rapport à leur niveau de 1990, d'ici 2012, le gouvernement canadien a considérablement changé son approche cette année. Le gouvernement Harper a présenté sa propre loi sur la qualité de l'air, préconisant une réduction de 45 % à 65 % des GES d'ici 2050.

L'un des organisateurs de la manifestation de Montréal, Jérôme Normand, directeur général d'Environnement Jeunesse, juge que cela est une mauvaise nouvelle pour l'image du Canada dans le monde. « Le Canada avait quand même une bonne réputation, de négociateur, de pacifiste. La volte-face sur le protocole, c'est dommageable », dit-il.

Ailleurs dans le monde, des manifestations ont réuni des milliers de participants. À Londres, environ 25 000 personnes ont réclamé du gouvernement de Tony Blair plus de mesures pour réduire les GES.

# RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Changements climatiques : Manifestation en faveur du protocole de Kyoto - Mise à jour le dimanche 5 novembre 2006 à 9 h 45

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Les précisions de Gilles Taillon](#)

Autres hyperliens

[Le protocole de Kyoto](#)

Près de 200 personnes ont manifesté devant la Chambre des communes, samedi, contre ce qu'elles considèrent comme le laxisme du gouvernement canadien face au réchauffement de la planète.

Dans le cadre de la journée d'action internationale sur les changements climatiques, les manifestants ont réclamé le respect des engagements pris par le Canada dans le protocole de Kyoto.

Parmi les manifestants, de nombreux jeunes inquiets pour l'avenir étaient présents. « C'est bien beau de renvoyer les débats aux calendes grecques, mais pendant ce temps-là, les choses n'évoluent pas, l'environnement se détériore. C'est maintenant qu'il faut prendre des actions, pas dans 50 ans », soutient Elohi Bureau, un des manifestants.

Le fait que l'opposition soit majoritaire au sein du comité chargé d'étudier le projet de loi conservateur sur le climat encourage Joan Withmore de l'Institut Pembina. « J'ai espoir que ces partis-là qui ont été élus par les gens qui veulent que quelque chose soit fait sur l'environnement, ils vont pouvoir effectivement concocter quelque chose qui va être dans l'intérêt des Canadiens », estime Mme Withmore.

Le député Gatineau, le bloquiste Richard Nadeau, compte bien présenter des amendements au projet de loi du gouvernement Harper. « Nous, c'est certain que s'il [le gouvernement] veut en faire un vote de confiance et que ça demeure le projet qu'on connaît des conservateurs, notre position est claire : on va voter contre le projet de loi conservateur qu'on connaît aujourd'hui », affirme M. Nadeau.

Il reste à voir si les autres partis d'opposition seront prêts à en faire autant.

## LE DEVOIR : Conférence sur les changements climatiques : Béchard ira finalement à Nairobi – Mais le gouvernement refuse de soumettre la motion de ratification de Kyoto au vote – Édition du vendredi 03 novembre 2006

Conférence sur les changements climatiques

# Béchard ira finalement à Nairobi

03/11

### Mais le gouvernement refuse de soumettre la motion de ratification de Kyoto au vote

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Le ministre de l'Environnement Claude Béchard se rendra finalement à Nairobi, au Kenya, lundi pour participer à la douzième conférence sur les changements climatiques, qui s'y tiendra du 6 au 17 novembre et où la deuxième phase du protocole de Kyoto (post-2012) sera définie. Mardi, il ignorait encore s'il allait participer à cet événement durant lequel il compte confirmer la position officielle du gouvernement fédéral. Ottawa présidera la conférence et s'apprete à y promouvoir une redefinition complète du protocole de Kyoto. Au contraire, Québec s'est engagé à attendre les cibles.

Pour justifier sa précipitation soudaine quant à Nairobi, Québec a invoqué une invitation de dernière minute de la part du fédéral, qui serait tombée le 26 octobre. Hier encore, l'entourage du ministre Béchard ne pouvait expliciter le mandat que ce dernier a reçu du conseil des ministres, ni s'il participera directement ou non aux négociations. « On nous préviendra tout ça lundi », s'est contenté de dire son attaché de presse, Pascal D'Astous, hier après-midi. « Le ministre partira vacciné », a-t-il noté, en écho aux commentaires de M. Béchard de mardi au sujet des « questions médicales » qu'il ressentait à régler.

Québec a beau être prêt à aller affronter le gouvernement Harper en Afrique, il n'a pas cru nécessaire d'enfermer le protocole de Kyoto avant la conférence de Nairobi. En effet, le gouvernement Béchard a déposé une motion en ce sens le 15 mars 2006 à l'Assemblée mais a négligé de la faire adopter depuis. Mercredi, le chef péquiste avait réclamé cette ratification, en invoquant la loi 52 selon laquelle, lorsque des compétences québécoises sont en cause, « au nom de la doctrine Gérin-Lajoie », tout protocole ou traité international « doit être ratifié ici, par notre Assemblée nationale ». Le premier ministre Charest, virulent, avait alors qualifié l'intervention

de M. Boisclair de « discours créés sur mesure [...] qui ne veut rien dire ».

Revenant à la charge hier, il a critiqué péquiste en matière internationale, Marie Malavoy, rencontrée une résistance similaire, la ministre Monique Gagnon Tremblay allant jusqu'à dire qu'un tel vote de l'Assemblée ne « changerait rien ». Le gouvernement Charest estime qu'il a déjà voté quatre motions portant sur le sujet et partout il répète qu'il veut « respecter Kyoto ». De guerre lasse, le premier ministre a toutefois indiqué que la motion sur Kyoto serait présentée pour adoption « dans le cours de la session, dans le cours normal des choses ».

### Sommet à Québec en février

Par ailleurs, le gouvernement Charest, dans sa lutte pro-Kyoto cherche à multiplier les alliances avec des États non souverains. Le premier ministre a annoncé hier qu'une importante rencontre de ministres responsables de l'énergie et de l'environnement représentant cinq provinces de l'est du Canada et les six États américains de la Nouvelle-Angleterre aura lieu en février 2007 à Québec. « J'ai personnellement demandé qu'il y ait une réunion des ministres de l'Environnement et de l'Énergie sur cette question-là, parce que, bien au-delà des juridictions du Canada, nous allons poursuivre une stratégie régionale de réduction de gaz à effet de serre pour l'est du continent », a déclaré M. Charest.

Aussi, selon nos informations, le ministre Béchard participera à Nairobi à des rencontres du Climate Change Group (CCG) organisées en parallèle avec la conférence. Le CCG est un regroupement britannique d'États (dont le Manitoba, l'Ontario, le Maine, le Connecticut et l'État australien de Victoria) et d'entreprises (dont Alcan et British Petroleum) créé en 2004 et dédié à la lutte contre les changements climatiques.

Le Devoir  
Avec la Presse canadienne

## LA PRESSE : CONFÉRENCE DE NAIROBI : Harper met fin aux débats - Le vendredi 03 novembre 2006

[Hugo de Grandpré](#)

Stephen Harper ne souhaite pas entendre le point de vue des autres partis de la Chambre avant le départ de sa ministre de l'Environnement pour Nairobi.

Le premier ministre a refusé une proposition du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, de débattre une dernière fois de la question afin de donner un mandat à Rona Ambrose à la conférence sur les changements climatiques.

La Presse a révélé hier que le gouvernement canadien demanderait une révision complète du protocole de Kyoto à la conférence du Kenya, qui s'amorce lundi en présence de tous les pays signataires. Selon les documents obtenus, aucun échéancier n'est fixé pour encadrer la proposition.

« C'est absolument inacceptable, a dit Jack Layton, le chef du NP. M. Harper dit qu'il a un mandat mais seulement un tiers de la population canadienne a voté pour les conservateurs et leur

politique de rejeter Kyoto, deux tiers ont voté pour les partis qui appuient Kyoto. »

Par ailleurs, le ministre de l'Environnement du Québec, Claude Béchard, a annoncé hier qu'il serait du voyage, malgré les récentes prises de bec avec Ottawa. Il représentera la position québécoise, a-t-on annoncé à son bureau hier, qui prône le respect du protocole.

### Layton toujours critique

Ces jours-ci, le Parti conservateur n'est pas l'unique cible des critiques. La grogne qui a suivi l'initiative de M. Layton pour aller arracher une promesse de discussion sur le projet de loi sur la qualité de l'air continue de se faire entendre.

« Il cherchait de l'attention, mais il n'aide pas la cause de l'environnement », pestait le libéral Pablo Rodriguez à la sortie de la période de questions.

À la suite de la démarche du chef du NP pour rencontrer le premier ministre, en début de semaine, il a été convenu que le

projet de loi des conservateurs sur la qualité de l'air irait devant le comité avant le vote en deuxième lecture. Cette procédure inhabituelle vise à donner la chance aux partis de l'opposition d'ajouter leur grain de sel à une pièce législative qui était de toute manière destinée à mourir au feuillement. Hier soir, on ignorait toujours quand et devant quel comité le projet serait ainsi examiné. Le Bloc et les libéraux reprochent surtout à M. Layton d'avoir compliqué la situation. Le projet de loi de Pablo Rodriguez, qui

cherche à forcer le gouvernement à respecter Kyoto, devrait passer au vote vers la mi-décembre. Or, le NPD a rajouté un autre projet de loi dans le collimateur, qui tente d'établir des balises pour après 2012. Mais Jack Layton défend son intervention. «Nous essayons d'obtenir des concessions de la part du gouvernement Harper, dit-il. Je ne sais pas de quoi se plaignent les autres membres du Parlement.»

## LE SOLEIL : Des voix dissidentes à Nairobi : Le Québec y contestera Ottawa au sujet de Kyoto –Vendredi 03 novembre 2006

# Des voix dissidentes à Nairobi

## Le Québec y contestera Ottawa au sujet de Kyoto

03/11

**Michel Corbeil**  
mcorbeil@lesoleil.com

Claude Bécharde s'envole la fin de semaine prochaine pour Nairobi, au Kenya, pour un forum sur les changements climatiques. Le ministre québécois ne sera pas seul au monde à contredire son gouvernement central. Australiens et Américains sont dans la même situation.

Le ministre de l'Environnement du Québec a reçu le feu vert hier pour participer à une conférence internationale où il entend étaler son désaccord avec Ottawa sur ses suites à donner au Protocole de Kyoto.

Au moment où la ministre fédérale Rona Ambrose suggère qu'elle ne veut plus respecter les engagements canadiens dans ce

domaine, M. Bécharde a affirmé qu'il se rendra en Afrique pour dire qu'il ne faut pas aller «vers un Kyoto moins». Il a promis que, faute de place officielle à la table de discussions, il aura «un droit de parole à l'extérieur et qu'on va s'organiser pour que ça sorte».

Une source à Québec a souligné que des différends semblables existent entre gouvernements d'un même pays. Elle a donné l'exemple de l'Australie. Le gouvernement central s'oppose à Kyoto. Des premiers ministres des États membres préconisent de respecter le Protocole.

Un autre informateur a fait remarquer que c'est aussi le cas aux États-Unis. Le président George W. Bush a beau combattre Kyoto, plusieurs États, dont presque tous ceux du Nord-Est, militent pour son application.

L'an dernier, la rencontre annuelle portant sur les changements climatiques a eu lieu à Montréal. Québec avait organisé un sommet parallèle, où plusieurs «dissidents» de gouvernements nationaux s'étaient manifestés.

Hier, le premier ministre Jean Charest a indiqué à l'Assemblée nationale que les ministres de l'Environnement et de l'Énergie de l'est du Canada et des États-Unis se réuniront à Québec pour «poursuivre une stratégie de réduction des gaz à effet de serre». Une stratégie que n'approuvent ni Ottawa, ni Washington.

Les fonctionnaires des différents gouvernements se sont réunis avant-hier à Québec pour commencer les préparatifs. La rencontre au sommet aura lieu en février.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Politique, par Sheila Coops : Kyoto et Ignatieff – Vendredi 03 novembre 2006



### Kyoto et Ignatieff

Pour la seconde fois en autant de mois, le candidat Michael Ignatieff s'échème dans cette course à l'investiture libérale. Évitant tout débat constitutionnel, Ignatieff dit maintenant que la résolution sur la «nation» sera simplement le sujet d'un vigoureux débat dans un forum politique à la chefferie libérale à Montréal.

Si le terme «nation» n'implique pas un changement constitutionnel, alors il va certainement être rejeté par ceux qui voient dans ce symbole l'étape marquant vers un pays distinct. Déjà, des élites politiques du Québec majorent une résolution. D'autres au Canada, dont plusieurs délégués critiques libéraux, ne peuvent saisir la différence entre une nation et un pays. Il y a une dizaine de jours à un congrès, Ignatieff a concocté un moyen pour se défaire de cette résolution qui devait être la base vers une victoire électorale.

Ignatieff a passé le reste de la semaine à réparer les pots cassés. Comme sa volte-face sur le Liban, sa résolution obtient peu d'appuis dans le reste du Canada. Dans l'espoir de garder le parti dans ses rangs, son propre porte-parole ne cesse d'insister sur le fait qu'il n'y aura pas d'amendement constitutionnel. Quant à l'intéressé, Ignatieff, on le questionne pour expliquer pourquoi il proposition libérale sur Kyoto a été mise de côté pour la résolution sur la nation.

#### L'EXEMPLE BLAIR

Pendant que le reste du monde se me à l'heure de Kyoto et des cotés économiques qu'il engendrera, Ignatieff, lui, trouve le moyen de consoler les libéraux dans la Constitution.

Pour son dernier tour de piste, le premier ministre Tony Blair fait du réchauffement climatique le premier sujet de bataille. Avec des proches de l'ancien vice-président Al Gore, Blair promet un plan économique pour faire face au réchauffement climatique.

Pour les premiers ministres, quitter la vie politique peut devenir libérateur. Comme Tony Blair, Jean Chrétien en a joué ses dernières années comme premier ministre pour ratifier Kyoto malgré l'avis contraire du Conseil privé et de ses fonctionnaires aux finances. Blair et Chrétien se sont attaqués aux défis du réchauffement climatique. Plus que Blair, la décision de Chrétien de ratifier Kyoto a dû subir un avantage de pression étant donné les milliers d'emplois de l'industrie pétrolière dans les trois provinces de l'Ouest et des revenus potentiels dans au moins trois autres.

Un Parti libéral revigoré devrait reprendre l'initiative de Blair pour creuser un fossé entre le premier ministre Stephen Harper et l'électeur canadien. Au lieu de cela, la pression environnementale sur le gouvernement provient des chefs Jack Layton (NPD) et d'Elisabeth May du nouveau parti vert.

#### LE POIDS HYDROÉLECTRIQUE DU QUÉBEC

Avec une loi plutôt molle sur la qualité de l'air du gouvernement Harper, les libéraux devraient faire de leur congrès de Montréal la rampe de lancement vers un nouveau défi environnemental. Les Québécois et leur gouvernement provincial sont de solides partisans de Kyoto. Avec l'abondance d'énergie hydroélectrique propre et le rôle historique joué par Hydro-Québec dans l'économie de la province, un congrès libéral avec un nouveau chef engagé solidement dans Kyoto serait un très bon coup de circuit politique. Pendant que Harper s'emploie à détruire Kyoto et n'offre une solution *made in Canada* que pour 2009, n'importe quel chef de l'opposition digne de ce nom ferait d'une élection verte son principal cheval de bataille.

Au lieu de cela, grâce à Ignatieff, des libéraux s'attaquent au Parti libéral. L'opinion qui s'en va cette semaine. Aucun doute, il aura à affronter les dévotionnaires de ceux qui, dans ses propres rangs, ne se sentent plus à l'aise. Ce qui aurait pu devenir une rampe de lancement pour le chef de file aurait pu devenir une rampe de lancement pour le chef de file dans l'irréductible quadrature constitutionnelle canadienne. «Tony Blair vient juste de donner à Michael Ignatieff un billon de raisons de faire de Kyoto sa priorité. Dommage, il est, peu probable qu'Ignatieff écoute son conseil.

## Forcée d'investir ailleurs parce qu'Ottawa n'applique pas Kyoto

0 2 | 11

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Une entreprise québécoise, Biothermica, est devenue la première entreprise canadienne à voir son projet de récupération de biogaz dans un site d'enfouissement être reconnu par le Mécanisme de développement propre (MDP) créé en vertu du protocole de Kyoto et géré par l'ONU.

C'est aussi cette entreprise québécoise qui a obtenu de la Banque mondiale, par le truchement de son Agence des garanties d'investissements multilatéraux (MIGA), qu'elle assure son investissement de deux millions, réalisé dans le site d'enfouissement de Nejapa, en banlieue de la capitale salvadorienne, San

Salvador, pour le mettre à l'abri des guerres civiles, des insurrections, voire des activités terroristes, et aussi pour le protéger d'une expropriation ou d'un bris de contrat. La raison de cette première est relativement simple et se retrouve dans le communiqué émis par la Banque mondiale le 6 juillet dernier: l'idée d'assurer les investissements effectués dans des pays en développement dans le cadre du protocole de Kyoto vient de la direction de Biothermica elle-même.

Mais cette entreprise, qui a conclu le 1<sup>er</sup> septembre une entente de principe avec le Luxembourg pour lui vendre une partie des crédits d'émissions obtenus au site de San Salvador, n'a aucun intérêt à investir au Canada dans des projets similaires, a expliqué son président, Guy Drouin.

## KYOTO

SUITE DE LA PAGE 1

### Pas de crédits sans marché

«La raison est simple, a fait valoir le p.-d.g. de Biothermica. C'est parce qu'il n'y a pas de marché au Canada pour de vrais crédits d'émissions de gaz à effet de serre, faute de plafond réglementaire sur les émissions des grands émetteurs ou d'autres types d'entreprises. Il n'y a pas d'acheteurs!»

Et comme le Canada n'a pas mis en place un registre reconnaissant les crédits d'émissions en vertu de règles compatibles avec les normes de Kyoto (il a l'obligation de le faire d'ici le 31 décembre) ou du marché européen, lui-même très actif, les entreprises d'ici ne peuvent pas vendre les émissions évitées par de bons projets réalisés ici à des entreprises étrangères, ce qui accroîtrait leur rentabilité. «Les entreprises étrangères ne vont pas acheter ou miser sur des crédits, qui ne sont pas reconnus selon des règles validées et comparables aux leurs, dûment certifiées», a précisé le p.-d.g. de Biothermica.

Par ailleurs, a ajouté son fils Maxime, l'analyste financier de Biothermica, un entrepreneur d'ici ne peut même pas vendre des émissions évitées de GES sur le marché des achats «volontaires» du Gold Standard, de Suisse, parce que ce marché ne monnaye que les crédits générés dans des pays qui n'ont pas l'obligation de réduire leurs émissions en vertu de Kyoto. Or ce n'est pas le cas du Canada, qui doit légalement diminuer ses émissions d'ici 2012 de 6 % sous leur niveau de 1990.

Reste la vente à des entreprises d'ici ou des États-Unis, qui se sont dotées de programmes volontaires de réduction de leurs émissions pour améliorer leur image. Mais la vente de

ces crédits rapporte environ 50 ¢ la tonne de CO<sub>2</sub> contre environ 6 ¢ sur le marché du Gold Standard, et entre 15 et 20 ¢ la tonne sur le vrai marché européen, selon qu'il s'agit de crédits 2006 ou 2008, car le marché accordé déjà là-bas une valeur ajoutée de 30 % à la rareté prévisible des crédits dans deux ans.

«Le marché des crédits d'émissions, c'est un énorme marché qui est pratiquement fermé aux entreprises canadiennes parce qu'on n'applique pas le protocole, à moins qu'on aille investir dans d'autres pays, a expliqué Guy Drouin. Ce marché atteindra, selon les analystes les plus sérieux, quelque 100 milliards à la fin de la première phase de Kyoto, en 2012. C'est plus gros que les marchés du grain et du café réunis. En Europe seulement, il y a 13 000 grands émetteurs répartis dans 25 pays qui vont de plus en plus rechercher des crédits correspondant à de véritables réductions d'émissions, validées en vertu du MDP ou du système de l'Application conjointe par l'ONU et par des certificateurs privés, comme ceux auxquels on a dû faire appel pour faire approuver notre projet.»

### Gagnant-gagnant

C'est en 2001 que Guy Drouin et ses deux fils ont commencé à explorer l'idée d'acheter les «droits gaziers» du site de Nejapa, à San Salvador, tout comme des pétroliers achètent les droits miniers ou gaziers du sous-sol. Le phénomène prend d'ailleurs de l'ampleur et plusieurs grandes villes dans le monde lancent maintenant des appel d'offres pour mettre le biogaz de leurs sites d'enfouissement aux enchères internationales.

Et Biothermica est sur les rangs de plusieurs projets, d'autant plus, a expliqué Guy Drouin, que le système de récupération des biogaz mis en place dans l'ancienne carrière Miron, ici même à Montréal, pour produire plusieurs dizaines de mégawatts revendus à Hydro-Québec, lui sert de «vitrine internationale».

«On touche là, a-t-il dit, le deuxième handicap qui menace des entreprises d'ici si le Canada continue de ne pas appliquer rapidement le protocole, c'est-à-dire au moment où le marché se structure et que les joueurs se taillent une place. Faute de pouvoir vendre les crédits associés à des projets efficaces, plusieurs entreprises d'ici ne vont pas acquiescer ou se lancer dans de nouvelles technologies. Du même coup, elles perdent l'avantage d'avoir un site de démonstration fonctionnel, qui va démontrer leur avance. Et c'est sans compter la perte de prestige qu'on accuse sur le marché étranger parce que le Canada ne va pas de l'avant avec Kyoto.»

La première phase du projet de Nejapa consiste à récupérer les biogaz du site d'enfouissement et de les brûler

avec des torchères. Comme le méthane généré par la décomposition des déchets est un gaz à effet de serre 22 fois plus actif que le gaz carbonique, sa combustion réduit de 22 fois sa contribution au réchauffement du climat parce qu'elle le réduit à du simple CO<sub>2</sub>. D'où les quelque 1,1 million de tonnes de GES qui épargnera à la planète, entre 2006 et 2012, la récupération des biogaz de ce site salvadorien.

Dans un deuxième temps, a expliqué Guy Drouin, après quatre ou cinq ans d'observation du comportement de la décomposition des 500 000 tonnes enfouies chaque année à Nejapa, Biothermica et ses partenaires salvadoriens projettent de construire une centrale thermique qui produira de l'électricité avec les biogaz pour le réseau de la capitale.

«Le site et ses biogaz se comportent là-bas très différemment d'ici, question de climat, de sol et de déchets, d'où la nécessité d'obtenir des données fiables», a expliqué Maxime Drouin, dont les ingénieurs et les banquiers ont besoin afin de valider la rentabilité à long terme des opérations.

Par ailleurs, a ajouté M. Drouin, «nous toucherons d'autres crédits pour les émissions évitées par notre projet dans le bilan du Salvador, qui va élargir durant sa vie utile, d'ici 2021, quelque trois millions de barils, soit une valeur d'environ 180 millions qui vont rester dans le pays. Tout le monde sera gagnant».

Cependant, faire approuver un tel projet n'est pas une mince affaire. En plus des déplacements et des négociations avec les partenaires privés qui possèdent le site, la société Mides SA, Biothermica a dû réaliser un plan d'affaires et une étude des impacts sociaux et environnementaux de son projet en vertu des règles environnementales salvadoriennes et des toutes nouvelles règles du MDP, les faire valider par une des six grandes firmes internationales de certificateurs indépendants, soumettre le tout au secrétariat onusien, proposer la création d'une nouvelle assurance à la Banque mondiale, obtenir les incontournables lettres d'approbation du Canada et du Salvador, etc. Ces démarches ont exigé plus de 300 000 \$ en dépenses et frais de toute sorte, a précisé Guy Drouin, qui envisage déjà d'autres projets, notamment dans les Caraïbes.

Il y a 15 ans que cet ingénieur investit dans les technologies environnementales au Québec. Il a notamment brevété et construit des systèmes de filtration des particules fines, de suies et de fumées polluantes de procédés industriels de toute sorte. Il vient notamment d'équiper ainsi une centrale thermique au charbon, en Chine, qui contaminait la ville de Mun Dang Jiang, près de la frontière russe.

L. Drouin

---

---

## LA PRESSE : 1<sup>ère</sup> page : CONFÉRENCE DE NAIROBI SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : Harper exigera la révision du protocole de Kyoto - Le jeudi 02 novembre 2006

---

---

[François Cardinal](#)

Le gouvernement Harper jouera les trouble-fêtes à la conférence de Nairobi sur les changements climatiques. Fidèle à sa ligne dure, il exigera la révision "complète" du protocole de Kyoto.

Plutôt que de suggérer certains ajustements, comme le feront entre autres l'Europe et les écologistes, le Canada proposera la semaine prochaine de tout revoir de fond en comble, y compris "l'architecture des engagements", c'est-à-dire les cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Le problème, c'est que le document de travail du ministère des Affaires étrangères, obtenu par La Presse, ne fixe aucun échéancier pour de telles discussions.

Le chef du NPD, Jack Layton, a remporté son pari hier. Le premier ministre Stephen Harper a accepté de soumettre immédiatement son controversé projet de loi sur la qualité de l'air à un comité des Communes après que M. Layton eut brandi mardi la menace de déposer une motion de défiance envers le gouvernement minoritaire conservateur.

Ce comité spécial sera créé au cours des prochains jours et aura comme mandat de proposer des mesures pour améliorer le plan vert déposé par la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, il y a deux semaines.

En temps normal, le projet de loi de la ministre aurait été débattu en deuxième lecture, mis aux voix aux Communes et confié au comité de l'environnement si une majorité des députés avaient voté en faveur. Or, les trois partis de l'opposition ont décrié le plan vert du gouvernement parce qu'il ne contient aucune cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à court terme et ils avaient promis de le jeter littéralement aux poubelles au moment du vote en deuxième lecture.

En acceptant la demande du NPD, M. Harper évite ainsi de subir un cuisant revers à la Chambre des communes sur une question aussi importante que celle de l'environnement, le talon d'Achille de son gouvernement. Le premier ministre a tendu cette branche d'olivier au NPD hier après avoir rencontré Jack Layton pendant 25 minutes à son bureau de la Colline en fin d'après-midi mardi.

Toutefois, ce n'est qu'une question de temps avant que le bras de fer entre le gouvernement Harper et les trois partis de l'opposition reprenne de plus belle.

Hier, le NPD, le Parti libéral ainsi que le Bloc québécois ont promis de modifier radicalement le plan vert des conservateurs afin de

s'assurer que le gouvernement canadien respecte les objectifs fixés par le protocole de Kyoto, soit de ramener les émissions de GES à un niveau de 6 % inférieur à ceux de 1990.

Dans son plan vert, le gouvernement conservateur propose de réduire ces émissions de 45 à 65 % au niveau de 2003. Mardi matin, M. Layton a déposé un projet de loi privé qui forcerait le gouvernement canadien à respecter les cibles de Kyoto tout en imposant des objectifs de réduction plus ambitieux après 2012, soit de réduire de 80 % d'ici 2050 les émissions de GES par rapport au niveau de 1990.

«Nous sommes maintenant sortis de l'impasse parlementaire, a affirmé hier M. Layton. Les Canadiens ordinaires veulent voir de l'action pour mettre un frein aux changements climatiques maintenant, pendant leur vie, et pour les générations futures. Nous allons pouvoir travailler pour adopter des lois visant à contrer les changements climatiques. C'est une victoire pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes.»

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a quant à lui promis que les conservateurs ne reconnaîtront pas leur plan vert une fois que le comité spécial aura terminé son travail. « Il y aura suffisamment de travail de chirurgie politique (...) sur le projet de loi des conservateurs. Ça va être un lifting complet, ils ne reconnaîtront plus rien », a lancé M. Duceppe devant les journalistes.

Le chef bloquiste a indiqué que son parti réclamera que les objectifs du protocole de Kyoto soient inscrits dès le premier article de la loi. Le Bloc québécois se battra pour que l'on reconnaisse l'approche territoriale dans l'atteinte des objectifs et que l'on inscrive aussi le principe du pollueur-payeur.

Le Parti libéral continuera de faire front commun avec les deux autres partis d'opposition pour forcer la main au gouvernement Harper.

«Nous allons évidemment essayer de rectifier les problèmes de cette loi qui est déficiente en maints domaines», a affirmé le chef libéral, Bill Graham.

Ce projet de loi a été largement critiqué. Environnementalistes et partis d'opposition lui reprochent de se contenter de consultations avec les industries et de ne pas fixer d'objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre qu'en 2050.

*Avec la Presse Canadienne*

À Nairobi

# Kyoto: Québec prêt à contredire Ottawa

01 | 11

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Les rapports entre Québec et Ottawa se sont encore un peu refroidis hier, en raison du protocole de Kyoto. Se disant «surpris et déçu» que son homologue fédérale Rona Ambrose ait dénoncé, lundi à la Chambre des communes, le Plan d'action du Québec sur les changements climatiques, le ministre de l'Environnement, Claude Béchard, a dit hier qu'il irait volontiers contredire le fédéral à propos de Kyoto sur la scène internationale, lors de la douzième conférence sur les changements climatiques, qui se tiendra à Nairobi au Kenya, du 6 au 17 novembre.

L'ennui, c'est que le ministre n'est pas certain de s'y rendre. «On envisage effectivement d'y aller, on va regarder si c'est possible d'y aller», a répondu le ministre, lors de la période de questions hier. Selon le gouvernement Charest, cette hésitation a au moins deux causes: d'une part, il n'a été invité que jeudi dernier à se rendre à Nairobi par Mme Ambrose. D'autre part, il n'est pas sûr d'avoir le temps. «On est en pleine session parlementaire. Il faut regarder s'il y a une possibilité de se dégager, de se trouver du temps», a fait valoir la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, hier, au sortir du Salon bleu. En point de presse, le ministre Béchard a aussi souligné au détour d'une phrase qu'il y avait également des raisons médicales qui pourraient l'empêcher d'y aller: il n'a pas encore reçu les vaccins nécessaires pour se rendre sur le continent africain.

Sur le plan politique, cependant, il a indiqué qu'il serait «dangereux de ne pas se rendre à Nairobi». M. Béchard a aussi souligné le fait que l'environnement était une «compétence partagée» et que le Québec avait tous les droits d'aller faire valoir sa position sur la scène internationale, «à l'extérieur de la salle» de négociations, si les circonstances l'exigent: «Le gouvernement fédéral dira ce qu'il voudra, mais ce n'est pas vrai que le Québec va se taire au niveau international, c'est une compétence partagée, on a du leadership, on a un plan, un bon plan, et on va le défendre partout où il faut», a-t-il dit, faisant valoir qu'en Europe, récemment, il a répété à tout venant que le Québec avait une «position différente de celle du gouvernement fédéral». Il en serait de même à Nairobi,



Rona Ambrose, ministre canadienne de l'Environnement

ARCHIVES LE DEVOIR

bi, a-t-il dit, et ce serait là sa façon «d'enrichir la voix canadienne» (expression clé de Monique Gagnon-Tremblay au sujet de la participation du Québec aux forums internationaux). «Je vais l'enrichir en disant qu'il y a au Canada des gens qui approuvent Kyoto, dont le gouvernement du Québec, qui représente au-delà de 25 % de la population. Mais normalement, on devrait avoir un droit de parole puisqu'on est invités.»

M. Béchard s'est montré par ailleurs cinglant envers Rona Ambrose, lançant: «Elle fera des commentaires sur notre plan quand on recevra le chèque.» M. Béchard a répété que le plan du gouvernement Charest était le «meilleur au Canada», qu'il avait été vanté par la fondation Suzuki et par Greenpeace. Il a souligné qu'on ne pouvait en dire autant du plan fédéral, qui a plutôt été dénoncé. Hier d'ailleurs, le porte-parole de Greenpeace au Québec, Steven Guillaud, a affirmé, en réaction aux critiques de Mme Ambrose sur le plan québécois: «Nous n'avons plus de ministre de l'Environnement [fédéral], nous avons une ministre de la désinformation.»

Quant au ministre Béchard, il était renversé hier par

le «changement de cap complet» que prône maintenant la ministre fédérale à l'égard de Kyoto. Une volte-face qu'elle entend amener «au niveau international» en proposant d'aller «vers d'autres cibles ou changer le protocole». Dans le contexte du rapport Stern, en Grande-Bretagne, qui prédit une catastrophe économique si rien n'est fait rapidement contre les changements climatiques, «on ne se dirige pas vers un Kyoto moins, on se dirige vers un Kyoto plus», a commenté M. Béchard.

Le porte-parole péquiste en matière d'environnement, Stéphane Bergeron, a pour sa part qualifié le ministre Béchard de «cocu content», précisant que l'embellie dans les relations Québec-Ottawa semble s'étioler. Au reste, le premier ministre Jean Charest a pour sa part accusé le PQ d'avoir «abandonné les Québécois» en refusant de rejoindre la coalition formée jeudi dernier pour demander le respect du protocole de Kyoto du gouvernement fédéral.

Le Devoir  
Avec la Presse canadienne

## CVYBERPRESSE : MARCHÉ DU CARBONE : Le gouvernement Harper fait perdre des milliards aux compagnies - Le mercredi 01 novembre 2006

Des milliards de dollars en contrats et des exigences de réduction de gaz à effet de serre allégées n'auront pas suffi à attirer Stephen Harper et les entreprises canadiennes à Pékin, où se déroule le premier marché du carbone.

Les compagnies étrangères réunies dans la capitale chinoise veulent proposer de développer des technologies environnementales dans les pays moins riches. Il s'agit d'une manière d'abaisser les exigences du protocole de Kyoto à leur endroit.

Tel que le prévoit l'accord qu'a pourtant signé le Canada, les entreprises des nations plus riches doivent chacune abaisser leur niveau d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2012.

Ces émissions doivent baisser de 8 pour cent en Europe par rapport au niveau de 1990, et de 6 pour cent au Canada. Si des entreprises implantent des technologies vertes dans les pays en voie de développement, elles sont récompensées par une baisse des obligations à leur endroit.

Étant donné que le gouvernement conservateur n'a pas l'intention de respecter le protocole de Kyoto, les entreprises canadiennes ne participent pas au marché organisé en Chine. Il s'agit d'une occasion d'affaires ratée, selon certains propriétaires d'entreprises canadiennes.

Guy Drouin, président de Biothermica Energie, estime que «le marché des technologies vertes vaudra 150 milliards \$ par année pour la période 2008-2012». Selon lui, le Canada regarde le train passer plutôt que d'y sauter.

Il ne faut pas confondre le marché du carbone et les bourses du carbone. Bien implantées dans plusieurs pays, dont la France, l'Allemagne et les États-Unis, les bourses permettent la négociation de crédits de carbone.

Le principe est simple. Les entreprises doivent respecter des quotas d'émission de gaz à effet de serre. Celles qui y parviennent peuvent vendre les tonnes de CO2 non produites à des compagnies qui,

elles, ne réussissent pas à atteindre leurs objectifs. Le gouvernement peut aussi en acheter. Jumelées au marché du carbone, les bourses nationales font partie intégrante d'une démarche globale de réduction des gaz à effet de

serre. Un grand parquet international verra le jour en 2008, qui forcera toutes les bourses existantes à s'harmoniser.

---

## LE SOLEIL : Protocole de Kyoto : Québec ira contester Ottawa à Nairobi – Mercredi 1<sup>er</sup> novembre 2006

---

### PROTOCOLE DE KYOTO

# Québec ira contester Ottawa à Nairobi

**Michel Corbeil**  
mcorbeil@lesoleil.com

**Québec profitera de l'invitation que lui fait Ottawa à la prochaine conférence internationale sur les changements climatiques, en Afrique, pour... contredire le gouvernement Harper sur la scène internationale.**

Pendant que l'opposition péquiste le décriait comme un « cocu content », le ministre Claude Bécharde a indiqué qu'il accepte la place offerte au sein de la délégation canadienne se rendant à Nairobi, au Kenya, même si Québec et Ottawa sont aux antipodes quant au respect du Protocole de Kyoto.

En point de presse, le ministre québécois de l'Environnement a répondu qu'il a été « extrêmement surpris par la déclaration » de son homologue fédérale, Rona Ambrose. Celle-ci a affirmé que le plan québécois de lutte aux gaz à effet de serre va dans une direction opposée à celle qu'emprunte Ottawa.

Pour Claude Bécharde, il est clair que le reste de la planète ne se dirige pas « vers un Kyoto

moins » qui réduirait les objectifs pour diminuer les rejets provoquant les changements de climat. Le ministre n'a pas précisé quelle place il occupera au sein de l'équipe canadienne.

Mais il a promis qu'il n'ira pas se « planter à côté de Rona Ambrose devant les "Kodaks" ». Si on n'a pas le droit de parole dans la salle, je peux vous garantir qu'on aura un droit de parole à l'extérieur et qu'on va s'organiser pour que ça sorte. S'il le faut, on dira le contraire de ce que dit M<sup>me</sup> Ambrose. »

Le ministre Bécharde a assuré les journalistes qu'il continuera de « se battre » pour que les conservateurs honorent la parole du précédent gouvernement libéral. Mais, a-t-il précisé, le plan québécois de 1,2 milliard \$ n'est pas mis en péril par les 328 millions \$ attendus.

#### LE PQ SCEPTIQUE

Le Parti québécois n'a pas manqué de souligner l'opposition de fond qui sépare Québec et Ottawa.

Le député Stéphane Bergeron a ironisé sur le fait que le gouvernement canadien forcera le ministre Bécharde à « devoir parler

(haut et fort) à l'extérieur de la salle. On constate que Québec n'a été invité que très tardivement. Le ministre se retrouve dans la position du cocu content. »

Le chef de l'Action démocratique du Québec a cependant jugé que Claude Bécharde prend la bonne décision en se rendant au Kenya. « Minimale, le Québec doit faire entendre sa voix, a commenté Mario Dumont. Il n'aura peut-être pas un siège à Nairobi, mais il y a différentes façons d'assurer la présence du Québec. »

Greenpeace a condamné l'attitude d'Ottawa à la veille de la conférence de Nairobi. Son leader au Québec, Steven Guilbeault, a insisté sur le fait que, pour la première fois en 14 ans, le fédéral n'amènera aucune organisation non-gouvernementale (une ONG) à une conférence internationale portant sur les changements climatiques.

C'était pourtant une tradition depuis 1992, a-t-il dit, une tradition instaurée par un certain Jean Charest, l'actuel premier ministre du Québec, qui était alors ministre fédéral de l'Environnement.

---

## THE GAZETTE: Quebec minister heading for Kyoto meeting - Wednesday, November 01, 2006

---

KEVIN DOUGHERTY, The Gazette

Claude Becharde, Quebec's environment minister, said yesterday he is going to the Nairobi follow-up meeting on the Kyoto Protocol as the guest of federal Environment Minister Rona Ambrose.

And he plans to speak out there next week in favour of the Kyoto goal to reduce greenhouse gases six per cent below the 1990 level by 2012.

"It is dangerous not to go," Becharde said, noting growing evidence of the hazards of climate change.

"The government of Canada can say what it wants but Quebec will not stay silent at the international level," he said, explaining that environment is an area of shared jurisdiction.

"No way is Mrs. Ambrose going to say outside of Canada that everyone in Canada is in agreement about abandoning Kyoto," Becharde said.

"That would be lying because at least 23 per cent to 25 per cent of the Canadian population clearly supports Kyoto," he added, referring to Quebec's share of Canada's population.

Bechard said that if he cannot speak inside the Kyoto meeting room, he will do so outside.

"But normally, we should have the right to speak if we are invited."

Bechard met with reporters after Ambrose took a swipe at him on Monday. She did so while defending her proposed Clean Air Act, which is under attack for proposing a target of 2050 to reduce greenhouse gases.

Ambrose said that Bechard's green plan is voluntary, whereas her plan would be mandatory.

Bechard said he was "surprised" at what Ambrose said, noting that his plan is regarded by environmentalists as a model for other provinces and has been praised by Greenpeace and the Suzuki Foundation.

"Our plan is the best in Canada," he said. "That is clear and if we compare it with the federal plan, it is also clear."

Bechard noted that greenhouse-gas emissions by industry in Quebec are already down seven per cent from the 1990 level.

"So when the others are at the same level as we are, we can have mandatory targets if she wants, but in the meantime we are not

going to impose new mandatory burdens on Quebec companies," he said.

Bechard said his green plan is already under way.

Greenhouse-gas emissions from vehicles have to be brought down, through greater reliance on public transit, new fuels and other measures to be financed by a carbon tax of about 1.5 cents a litre on gasoline, raising \$200 million a year.

But Quebec still wants Ottawa to cough up \$328 million, a figure based on an agreement between Ontario and the former Liberal government in Ottawa.

The federal environment minister at the time, Stephane Dion, signed an agreement to send Ontario \$500 million for its Kyoto plan.

The Quebec environment minister at the time, Thomas Mulcair, calculated the province should get \$328 million, based on its share of the Canadian population.

Yesterday, answering a question from Parti Quebecois leader Andre Boisclair, Premier Jean Charest revealed that he has been in touch with Ontario and the neighbouring province did not get the \$500 million.

"The new federal government just didn't send the cheque," Bechard said. But he has not given up and still wants the \$328 million.

---

## **THE GLOBE AND MAIL: THE GREEN PLAN : Environmentalists threaten to launch legal challenge – Wednesday, November 01, 2006**

---

MARTIN MITTELSTAEDT , ENVIRONMENT REPORTER

TORONTO -- The federal government is violating both the Kyoto Protocol and its own pollution rules by failing to put in place strong measures to limit greenhouse-gas emissions, a major environmental group contends.

The group, Friends of the Earth Canada, is threatening to take Ottawa to court over what it is alleging is blatant disregard for the law by the Conservative government.

It sent a letter to Environment Minister Rona Ambrose yesterday, claiming the government is contravening the Kyoto agreement and breaching the Canadian Environmental Protection Act because it is causing international air pollution by failing to limit emissions of climate warming gases.

"For a long time, Friends of the Earth Canada has been concerned that Canada is acting illegally on the world stage," said Beatrice Olivastri, chief executive officer of the Ottawa-based environmental organization.

She said that if Ottawa continues to ignore greenhouse-gas emissions, the group will try to convince a court to force its hand.

"Given the track record of this government, I would anticipate we'd be on our way to federal court in the next six months," she said.

The letter to Ms. Ambrose, which is backed by a legal opinion from an expert in international law, was taken after the federal government all but repudiated Kyoto last month when it announced new air-pollution legislation. That legislation ignored the mandatory greenhouse-gas reduction targets called for by the pact. These targets, which require Canada to cut release of these gases by 6 per cent from 1990 levels by 2012, are the key requirement of the protocol, named after the Japanese city where it was negotiated.

Ms. Ambrose's office could not be reached for comment, although an environmental law expert believes the government will be able to deflect any legal challenge.

Paul Cassidy, an environmental lawyer for Blake, Cassels & Graydon, said the CEPA provision the group is relying on to challenge the government also gives the Environment Minister wide latitude in deciding whether to introduce measures to control pollutants. "It's not an objective test," he said.

Canada ratified the Kyoto Protocol in 2002.

Environmentalists are threatening legal action in part for political reasons, to try to persuade Canadians that the Conservative government is out of step with the public.

"This is the first time in Canadian history that the government of Canada is actually repudiating its responsibilities under an international agreement and actively attempting to undermine it. This is not something that the Canadian people will accept," said John Bennett, executive director of Climate Action Network Canada.

The legal opinion, written by German international law expert Roda Verheyen, said Canada is violating Kyoto by failing to meet a provision in the protocol requiring the country to make "demonstrable progress" by 2005 in achieving its 6-per-cent target.

The opinion said Canada cannot withdraw from Kyoto until 2008 at the earliest. If Canada remains in Kyoto and fails to meet its target, it will be penalized by having an extra 30 per cent reduction tacked on to any shortfalls.

The opinion also claimed Canada is violating the Framework Convention on Climate Change, an international agreement from 1992 that required the country to take measures to stabilize greenhouse-gas emissions.

---

## **CYBERPRESSE : PROTOCOLE DE KYOTO : Le Canada serait passible de sanctions en vertu du droit international - Le mardi 31 octobre 2006**

---

Ottawa

Le Canada est passible de sanctions et pourrait être blâmé par la communauté internationale pour n'avoir pas respecté ses engagements en vertu du protocole de Kyoto, indique un avis juridique rendu public mardi.

Un article peu connu du traité de Kyoto oblige les pays à prouver, en 2005, qu'ils ont accompli des progrès démontrables vers l'atteinte de leurs objectifs, mais le Canada ne l'a pas fait.

Le Canada contrevient donc à l'article 3,2 du protocole de Kyoto, stipule cet avis, rédigé pour l'organisation Les Amis de la Terre par Roda Verheyen, une spécialiste allemande du droit international. Si le Canada demeure partie au protocole et choisit de ne pas respecter son objectif de réduction de 6 pour cent, il s'expose à des conséquences juridiques.

En vertu de Kyoto, le Canada doit réduire d'ici 2008-2012 ses émissions de gaz à effet de serre de 6 pour cent par rapport aux niveaux de 1990.

Mme Verheyne a souligné que les émissions canadiennes ont en fait augmenté de 27 pour cent depuis 1990, qu'il n'y a pas de mesures destinées à renverser cette tendance et que le gouvernement dit publiquement qu'il ne pourra atteindre les objectifs.

Le traité de Kyoto ne prévoit pas d'amendes pour non-respect du protocole, mais le Canada peut se voir imposer des exigences accrues de réduction des émissions dans la phase ultérieure du traité. Le Canada pourrait aussi être exclu de la vente de crédits d'émission sur le marché international.

Mais c'est peut-être, surtout, la réputation internationale du Canada qui en souffrirait.

Béa Olivastri, la directrice des Amis de la Terre, a expliqué en conférence téléphonique que son groupe souhaite pousser le gouvernement conservateur à agir pour redresser la situation.

Robert Klager, un porte-parole de la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, a indiqué qu'il n'avait pas pris connaissance de l'avis juridique, mais il a ajouté que le gouvernement conservateur prend l'enjeu des changements climatiques au sérieux et est à la recherche de solutions qui vont «au-delà de Kyoto».

La Chine et un groupe de pays en voie de développement ont déjà porté plainte contre un certain nombre de pays industrialisés, incluant le Canada, pour n'avoir pas remis de rapport sur les progrès accomplis en date du 1er janvier 2006, tel que prévu.

La plupart des pays nommés dans la plainte ont par la suite remis leur rapport, mais le Canada est l'un des six pays à ne pas l'avoir fait.

---

## CYBERPRESSE : Kyoto: Québec maintient la pression sur Ottawa - Le mardi 31 octobre 2006

---

### Québec

Malgré les rebuffades successives en provenance d'Ottawa et le scepticisme affiché par l'opposition péquiste, le gouvernement Charest s'accroche à son objectif: obtenir au moins 328 millions \$ du gouvernement fédéral pour transformer son plan vert en réalité. Les récentes déclarations de la ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, indiquent pourtant que Québec devra batailler plus fort que prévu pour espérer arriver à ses fins et qu'il aura besoin de tous les appuis disponibles.

Dans cet esprit, mardi, le premier ministre Jean Charest n'a pas manqué l'occasion, en Chambre, de reprocher au chef de l'opposition, André Boisclair, d'avoir boudé la coalition mise sur pied par son ministre du Développement durable, Claude Béchar, en vue de forcer la main d'Ottawa pour financer des projets de lutte aux gaz à effet de serre au Québec.

Selon M. Charest, le chef péquiste «a choisi les intérêts de la partisanerie par-dessus les intérêts de la patrie», en refusant d'adhérer à la coalition québécoise pro-Kyoto, créée la semaine dernière et qui regroupe des gens d'affaires, des groupes environnementaux, de même que l'Action démocratique.

De son côté, le ministre Béchar a tenté en point de presse de ne pas trop jeter d'huile sur le feu, à la suite des déclarations de son homologue fédérale, Rona Ambrose, qui a pointé du doigt les lacunes présumées du plan vert du Québec.

De l'avis de Mme Ambrose, le plan du Québec fait trop de place aux mesures volontaires destinées à l'industrie et a le tort de ne pas s'attaquer à la pollution atmosphérique.

M. Béchar s'est dit «renversé» et «déçu» des commentaires de la ministre, en soulignant que le plan du Québec avait été bien mieux accueilli par les groupes environnementaux que le projet de loi fédéral sur la qualité de l'air.

«Notre plan est le meilleur au Canada. Ça, c'est clair. Et si on le compare à celui-là du gouvernement fédéral, c'est aussi clair», a dit le ministre Béchar, en point de presse, en faisant valoir que les industries québécoises avaient déjà diminué leurs émissions de gaz de 72 pour cent par rapport à 1990.

«On ne lâchera pas», pour obtenir d'Ottawa les sommes manquantes, a-t-il dit.

### Invité à Nairobi

Il a par ailleurs semblé accueillir favorablement l'invitation lancée par la ministre Ambrose de l'accompagner à la conférence de Nairobi, au Kenya, la semaine prochaine, rencontre qui doit porter sur les suites à donner au protocole de Kyoto après l'échéance de 2012.

En point de presse, M. Béchar a soutenu que s'il s'y rendait ce serait pour défendre les intérêts du Québec et défendre Kyoto. «C'est pas vrai que le Québec va se taire au niveau international», a-t-il dit.

Mais sa détermination à l'égard d'Ottawa et ses professions de foi envers Kyoto n'ont pas semblé émouvoir l'opposition. Le ministre Béchar a l'air d'un «cocu content», selon le porte-parole de l'opposition officielle en environnement, le député Stéphane Bergeron, nullement impressionné par les retombées du «fédéralisme d'ouverture» que devait pratiquer le gouvernement conservateur à l'endroit du Québec.

C'est un fait que les relations sont de plus en plus tendues entre Québec et Ottawa, depuis que le gouvernement Harper refuse de verser les 328 millions \$ attendus par le gouvernement Charest.

Québec s'est engagé à investir 72 pour cent des sommes requises pour mener à bien son plan vert, le reste — quelque 328 millions \$ — devant être assumé par Ottawa.

Mardi, le premier ministre Charest a semblé contredire, en Chambre, le ministre fédéral des Finances, dont le cabinet affirmait la semaine dernière que l'Ontario, elle, recevrait les 538 millions \$ promis l'an dernier par le gouvernement précédent, vu que cette province, contrairement au Québec, avait une entente signée en poche.

M. Charest a insisté pour dire que «l'Ontario nie avoir reçu de l'argent pour une entente sur les changements climatiques».

La semaine dernière, un porte-parole du ministre Flaherty, Dan Miles, déclarait à propos de l'entente avec l'Ontario qu'Ottawa financerait «pleinement cet accord, que nous respecterons à la lettre».

En novembre 2005, Québec et Ottawa étaient venus bien proches d'une entente de 328 millions \$, mais les querelles épiques entre les ministres de l'époque (Thomas Mulcair, à Québec, et Stéphane Dion, à Ottawa) avaient fait échouer les négociations à la dernière minute.